

Distr. générale
21 mars 2017

Original : anglais, français

Vingt-septième réunion
New York, 12-16 juin 2017

**Élections au Tribunal international du droit de la mer :
notices biographiques complètes des candidats proposés
par les États parties comprenant la liste des publications**

Note du Greffier

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Notice biographique des candidats	2
AKL, Joseph	2
BOUGUETAIA, Boualem	5
CABELLO SARUBBI, Óscar	7
CHADHA, Neeru	9
JESUS, José Luis	14
KITTIHAISAREE, Kriangsak	20
KOLODKIN, Roman A.	29
LIJNZAAD, Liesbeth	35
MORE, Rodrigo Fernandes	41
MUIGAI, Githu	43
NIEHAUS QUESADA, Bernd	44
OEGROSENO, Arif Havas	46
WOLFRUM, Rüdiger	50

I. Introduction

Le Greffier présente ci-après les notices biographiques des candidats aux sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la vingt-septième réunion des États parties. La liste des candidats proposés par les États parties a déjà été publiée sous la cote SPLOS/308.

II. Notices biographiques des candidats

Akl, Joseph (Liban)

Date et lieu de naissance : 5 août 1936 à Damour (Liban)

Langues : arabe, français, anglais, et une bonne connaissance de l'allemand et de l'espagnol

Formation et expérience professionnelle

1952-1956	Études de psychopédagogie à l'École normale à Beyrouth et à Aix-en-Provence (France)
1961	Licence en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
1962	Diplôme d'études supérieures en vue du doctorat en droit public, faculté de droit de l'Université de Paris
1956- 1963	Enseignant au Ministère de l'Éducation nationale
1963-1973	Maître de conférences en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
1963-1966	Chef de service au Département des affaires administratives et consulaires, Ministère des Affaires Étrangères
1966-1972	Directeur adjoint du Département des organisations internationales, des conférences et des traités
1973-1978	Premier Conseiller à l'Ambassade du Liban à Washington
1978-1983	Conseiller juridique et Directeur du Centre de recherche et de documentation, Ministère des Affaires Étrangères
25/01/1980	Promotion au grade d'ambassadeur
1983-1990	Ambassadeur du Liban en République démocratique allemande
1991-1994	Ambassadeur du Liban en Colombie
1994-1996	Conseiller juridique et Directeur du Centre de recherche et de documentation, Ministère des Affaires Étrangères

Membre de la délégation libanaise aux vingt-troisième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième, trente-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant du Liban à la Sixième Commission (juridique) et à la Commission politique spéciale

Membre des délégations libanaises à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New Dehli, 1968), à la Réunion Ministérielle du Groupe des 77 (Lima, Pérou 1971) et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972)

Membres des délégations libanaises à plusieurs sessions du Conseil de la Ligue des États arabes (1981, 1982, 1995, 1996)

Membre des délégations libanaises au 12ème Sommet des rois et chefs d'État des États arabes (Fez, 1982) et aux deux conférences préparatoires des ministres des affaires étrangères (Fez, 1982, et Mohammédia, 1982)

Membre de la délégation libanaise à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (Niamey, 1982)

Membre de la délégation libanaise au Sommet des États non alignés (Carthagène des Indes, Colombie, 1995)

Élu membre de la Commission du droit internationale de la Ligue des États arabes le 24 mars 1979 et réélu en mars 1982. Élu Président de la Commission pour 1983

Chef de la délégation libanaise :

- À la Conférence diplomatique pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1971)
- À la vingtième session du Comité juridique de l'OACI (Montréal, 1973)
- À la conférence diplomatique sur la succession d'États en matière de traités (Vienne 1978)
- À la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)
- À la deuxième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, 1996)

Élu membre du Tribunal international du droit de la mer depuis le 1^{er} octobre 1996

Élu Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins (1997-1999)

Réélu membre du Tribunal à compter du 1^{er} octobre 1999 et du 1^{er} octobre 2008

Élu le 1^{er} octobre 2005 Vice-Président du Tribunal (2005-2008)

Préside le comité du budget et des finances du Tribunal de 1999 à 2008 et depuis 2011

A participé aux ateliers régionaux organisés par le Tribunal à Singapour, Bahreïn et Buenos Aires et qui contribuent à accroître la connaissance de la procédure par-devant le Tribunal et de sa jurisprudence

Auteur de plusieurs articles et études sur le droit international public, le droit de la mer et sur le Tribunal international de droit de la mer et sa jurisprudence

Membre de l'Association libanaise de sciences politiques, membre fondateur de l'Association internationale du droit de la mer et Vice-Président du Conseil de l'Association (2001-2007), membre de la société américaine de droit international et de la Société française pour le droit international

Bouguetaia, Boualem (Algérie)

Membre du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 2008

Vice-Président du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 2014

Président de la chambre spéciale constituée pour connaître du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'océan Atlantique*)

Lieu et date de naissance

Oued Rhiou (Algérie), le 21 septembre 1946

Formation

Licence de droit public, Université de Paris (1972)

Diplôme d'études supérieures de droit public (droit international), Université de Paris (1973)

Diplôme, section Economique et financière de l'Institut d'études politiques de Paris (1975)

Doctorat d'État en droit public (droit international), Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne (mention très bien, 1979)

Expérience professionnelle

chercheur-rédacteur, Ambassade d'Algérie, Paris (1972-1975)

membre, délégation algérienne, *Sahara occidental*, avis consultatif, Cour internationale de Justice, La Haye (1975)

auditeur, Académie de droit international, La Haye (1974, 1975 et 1981)

conseiller juridique, Ministère de la défense nationale (1975-1979)

membre, délégation algérienne, Conférence du droit humanitaire (protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève) (1976-1977)

chef adjoint, délégation algérienne, troisième Conférence sur le droit de la mer (1976-1980)

membre, Commission de rédaction du préambule de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1976-1980)

chargé de cours, Université d'Alger (1980)

avocat au barreau d'Alger (1983)

maître de conférences, Université de droit d'Alger (1984)

élu député de l'Assemblée populaire nationale, membre de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale et membre de la Commission des finances (1987)

élu président du Groupe parlementaire d'amitié algéro-nippon (1988)
coordonnateur, Comité *ad hoc* sur l'Afrique, Institut national d'études de stratégie globale (1990)
élu vice-président de l'Association d'amitié Algérie-Japon (1991)
chef, Division juridique, Ministère des affaires étrangères, Alger (1993-2001)
chef, délégation algérienne, conférence internationale des plénipotentiaires pour la création de la Cour pénale internationale, Rome (1998)
consultant, Organisation de l'unité africaine (OUA) (1999)
rédacteur des projets des instruments juridiques instituant l'Union africaine et le Parlement panafricain (1999)
chef, délégation algérienne, Conférence de l'OUA pour l'adoption du protocole sur le Parlement panafricain, Pretoria (2000)
Ambassadeur d'Algérie au Sénégal, au Cabo Verde, en Gambie et en Guinée-Bissau (2001)
chef, délégation algérienne aux négociations algéro-tunisiennes et algéro-libyennes sur les délimitations de frontières terrestres et maritimes (1994–2002)
représentant de l'Algérie à plusieurs congrès, conférences et symposiums internationaux
Ambassadeur/conseiller, Cabinet du Ministre, Ministère des affaires étrangères (depuis 2006)

Distinctions

Commandeur de l'ordre du Lion, Sénégal (2005)

Publications

Entre autres :

« Les aspects internationaux du problème kurde », Paris I-Sorbonne, 1974

« Non-Alignement : nécessité d'une synthèse supérieure », *El-Moudjahid*, 3 mars 1976; *Les Frontières méridionales de l'Algérie, Hinterland et Uti Possidetis*, S.N.E.D., 1981

« L'intégrité territoriale, intangibilité et autodétermination des peuples en Afrique », *Revue des Sciences Sociales*, No. 9, S.N.E.D., 1981

« L'Afrique entre la proie et l'ombre », *Révolution Africaine*, No. 1137, 19 décembre 1985 et *Algérie Actualité*, 20 décembre 1985

« Le Non-alignement : de l'affirmation à la confirmation des principes », Colloque international de Péetrovaradin, Yougoslavie, avril 1985, publié dans *Institute of International Politics and Economics*, Belgrade, 1986

« La conception algérienne de l'unité maghrébine », communication au colloque sur le « Maghreb entre l'unité et l'unification », Alger, juin 1986, publié par l'Institut des Sciences Politiques et des Relations Internationales, Alger

« Les profondeurs sahariennes de la sécurité en Méditerranée : éléments pour l'élaboration d'une politique de défense », séminaire de l'Institut national d'études de stratégie globale, Alger, 15-16 juin 1988

Cabello Sarubbi, Óscar (Paraguay)

Renseignements personnels

Date de naissance : 12 juin 1947

Lieu de naissance : Asunción (Assomption) (Paraguay)

État civil : Marié, trois filles

Formation universitaire

- Doctorat en droit – Università degli Studi di Roma (1970)
- Diplôme d'études spécialisées en droit international public – Università del Sacro Cuore, Milan (1972)
- Master in Arts, International Relations, Saint John's University, New York (1981)

Expérience professionnelle

Carrière dans le service public, au Ministère des affaires étrangères du Paraguay depuis 1972

Postes occupés au Ministère des affaires étrangères du Paraguay

- Vice-Ministre des affaires étrangères du Paraguay (2015 à ce jour)
- Directeur général de l'Académie diplomatique et consulaire du Ministère (2014-2015)
- Ambassadeur auprès du Royaume d'Espagne, du Royaume du Maroc et de la Principauté d'Andorre (2007-2013)
- Ambassadeur en Autriche, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Slovénie et Grèce et représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne (2003-2007)
- Directeur général des affaires politiques multilatérales (2000-2003)
- Ambassadeur de la République du Paraguay en Italie et en Grèce (1995-1999), représentant permanent auprès de la FAO, du PAM et du FIDA
- Vice-Ministre des affaires politiques (1993-1995)
- Vice-Ministre des affaires générales (1990-1993)
- Directeur des affaires générales (1989-1990)
- Représentant permanent suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1977-1985)

Expérience dans l'enseignement

- Maître de conférences de droit civil international, Universidad Nacional de Asunción (1973-1977)
- Professeur, Universidad Católica de Asunción (1973-1977)
- Professeur, Universidad de la Integración de las Américas
- Professeur, Académie diplomatique et consulaire du Paraguay (1985-1995, 2000-2002, 2013 à ce jour)
- matières enseignées : relations internationales, droit international public et sciences politiques

Expérience au sein du système des Nations Unies

- Représentant à des sessions de l'Assemblée générale de l'ONU de 1976 à 1989, à des sessions d'organes de la FAO, du PAM et du FIDA de 1995 à 1999, à des réunions de l'ONUDI, de l'AIEA, de l'OTICE et de l'ONUDC de 2003 à 2007
- Vice-Président de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime (2004), Président (2005), Président de la commission préparatoire des Nations Unies pour la prévention du crime (Bangkok, 2005)
- Représentant aux sessions de New York de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1977 à 1982
- Représentant à la session extraordinaire de signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque), en décembre 1982
- Chef de délégation à la première session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (1985)

Publications et présentation d'exposés

Sur de nombreux sujets relatifs au droit international public, aux relations internationales et à des questions historiques. En particulier sur les droits des pays sans littoral et le droit de la mer.

Langues

Espagnol, anglais, italien, français, guarani.

Chadha, Neeru (Inde)

Mme Neeru Chadha compte en Inde parmi les plus grands experts du droit international.

Mme Chadha a le mérite d'être la première femme indienne devenue Conseillère juridique en chef au Ministère des affaires extérieures du Gouvernement de l'Inde. Auparavant conseillère juridique de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, elle a également travaillé pour la Commission juridique indienne.

Titulaire d'une maîtrise de droit de l'Université de Delhi et de l'Université du Michigan, elle a obtenu son doctorat en droit de l'Université de Delhi.

Elle dispose d'une expérience vaste et directe de l'arbitrage et du règlement judiciaire des différends internationaux, car elle a travaillé au Ministère des affaires extérieures de l'Inde pendant plus de vingt ans.

Mme Chadha a conseillé le Gouvernement indien sur des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives notamment à la juridiction de l'État côtier, la délimitation maritime, le plateau continental étendu, les lignes de base, les demandes de permis d'exploration minière des fonds marins et la piraterie. Elle a représenté le Gouvernement indien à des réunions des États parties à la Convention, de l'Autorité internationale des fonds marins, du processus consultatif informel, du processus périodique et du Groupe de travail de l'ONU sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

Elle a également représenté l'Inde à plusieurs négociations bilatérales sur des questions relatives à la délimitation maritime et aux fleuves transfrontaliers.

Forte d'une vision d'ensemble du droit international et de ses applications, Mme Chadha a représenté son Gouvernement à des réunions et conférences multilatérales de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), de la Conférence de La Haye de droit international privé et de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Elle a aussi représenté son pays à plusieurs autres négociations bilatérales portant notamment sur les questions suivantes : commerce international et protection des investissements, coopération en matière de défense, coopération nucléaire civile, droits de propriété intellectuelle, terrorisme international, droit pénal international et désarmement.

Mme Chadha a occupé plusieurs postes clés au sein d'organisations internationales, notamment celui de Présidente de l'AALCO et de Vice-Présidente de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins.

Très au fait des développements contemporains du droit international, y compris des droits de l'homme et du droit humanitaire, elle a publié plusieurs articles sur ces questions dans des revues juridiques.

Mme Chadha, qui a longtemps été conseillère, négociatrice et avocate du Gouvernement indien, fait preuve d'une compréhension profonde et objective du

droit international. Son jugement indépendant et son expertise sont largement reconnus par ses pairs en Inde et à l'étranger.

Compte tenu de ses vastes connaissances du droit international, en général, et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier, Mme Chadha est éminemment qualifiée pour apporter, en tant que membre du TIDM, un concours précieux à ses travaux.

Formation universitaire

- LL.M., Université de Delhi
- LL.M., Université du Michigan
- Doctorat, Université de Delhi

Expérience professionnelle au sein du Gouvernement indien

- Secrétaire suppléante / Secrétaire adjointe et conseillère juridique, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (2011-2015)
- Conseillère (conseillère juridique), Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2006-2009)
- Directrice de la division juridique et des traités, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (2002-2005, 2009-2011)
- Service juridique, Division juridique et des traités, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (1992-2002)

Autres postes occupés

- Présidente, AALCO (2013-2014)
- Présidente, cinquième réunion du sous-groupe sur le droit et l'application de la loi de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (2014)
- Présidente, comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR (2011-2013)
- Membre, comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR (2011-2015)
- Membre, groupe de coordonnateurs des réunions des conseillers juridiques des États membres de l'Organisation des Nations Unies (2011-2014)
- Présidente, comité des clauses finales, Conférence diplomatique sur l'adoption du projet de protocole sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (2012)
- Membre, Commission des finances, Autorité internationale des fonds marins (2007-2010)

- Vice-Présidente, Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (2009)
- Vice-Présidente, session annuelle de la CNUDCI (2003)

Expérience de l'arbitrage et du règlement judiciaire des différends internationaux

- Agent de l'Inde, arbitrage relatif à l'incident de l'« Enrica Lexie », procédure instituée en vertu de l'annexe VII de la Convention (en cours)
- Agent de l'Inde, arbitrage entre le Bangladesh et l'Inde concernant la délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale, procédure d'arbitrage instituée en vertu de l'annexe VII de la Convention (2011-2014)
- Co-agent de l'Inde, arbitrage Indus Waters Kishenganga (2011-2013)
- Agent de l'Inde, Cour internationale de Justice, Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (2014-2016)

Conférences et négociations internationales

Chef/membre de la délégation indienne chargée de l'adoption des instruments internationaux respectifs ci-après :

- Traité sur le commerce des armes, New York (2013)
- Protocole sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, Berlin (2012)
- Amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale relatifs au crime d'agression, Kampala (2010)
- Convention relative aux droits des personnes handicapées, New York (2006)
- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Genève (2005)
- Convention-cadre pour la lutte antitabac, Genève (2003)
- Deuxième Protocole relatif à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, La Haye (1999)

Réunions ayant trait à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer :

- Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (2006-2014)
- Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, New York (2010-2013)

- Sessions annuelles de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (2006-2009)
- Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (2006-2009)
- Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (2004-2009)
- Conférence de révision de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (2004-2009)

Autres réunions multilatérales :

- Sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (2006-2009, 2011-2014)
- Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, New York (2006-2009, 2011-2014)
- Comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR, Islamabad (2011-14)
- 2^e, 3^e et 4^e rapports de l'Inde au Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2004, 2014)
- Conférence de révision du Statut de Rome, Kampala (2010)
- deuxième examen périodique universel (EPU) de l'Inde, Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Genève (2012)
- 16^e sommet de l'ASACR, réunions précédant les réunions du sommet, Thimphu (2010)
- 17^e sommet de l'ASACR, Maldives (2011)
- 53^e session annuelle, AALCO, Téhéran (2014)
- 37^e session annuelle, CNUDCI, New York (2004)
- 27^e et 28^e conférences internationales, Croix-Rouge et Croissant-Rouge, Genève (1999, 2003)

Expérience de questions bilatérales

- Privilèges et immunités diplomatiques
- Promotion et protection des investissements
- Coopération économique globale
- Coopération nucléaire civile
- Coopération dans le domaine de la défense
- Commerce international
- Commerce transfrontalier

- Affaires consulaires
- Postes et télécommunications
- Évitement de la double imposition
- Eaux fluviales transfrontalières - Commission permanente de l'Indus
- Espace extra-atmosphérique
- Science et technique
- Droits de propriété intellectuelle

Publications universitaires

- *"Inaugural Address on Contemporary Issues on the UNCLOS", AALCO Legal Experts' Meeting on the UNCLOS, Delhi (2014)*
- *"Diverse Threats to the Health of the Oceans in Areas beyond National Jurisdiction", Commemoration of 30th Anniversary of the UNCLOS, Legal Experts' Meeting, Delhi (2013)*
- *"Current Issues in International Law Relevant to India", 42nd Conference, Indian Society of International Law, Delhi (2013)*
- *"Protection of Cultural Property during Armed Conflict: Recent Developments", ISIL Year Book of International Humanitarian and Refugee Law, Volume I, New Delhi (2001)*
- *"International Humanitarian Law - An Overview of Basic Principles", Seminar on International Humanitarian Law (Law of Armed Conflict), Regional Delegation of International Committee of the Red Cross, New Delhi (2001)*
- *"The Indian Arbitration Act: Recent Developments", Silver Jubilee Conference, Regional Centre for Arbitration Kuala Lumpur (2003)*
- *"Concept of the Common Heritage of Mankind under the Moon Treaty", Indian Journal of International Law, New Delhi (1986)*
- *"Constitutional Law II", Annual Survey of Indian Law 1994 & 1995, Indian Law Institute, New Delhi (1995)*
- *"Obligations of India under International Conventions on Law of Armed Conflict", Consultative meeting of Governmental Experts, New Delhi (2003)*
- *"Reproductive Hazards at the work place and Employment of Women", Journal of Indian Law Institute, New Delhi (1987)*
- *"Women and Law: A Survey", Law and Poverty: Critical Essays, Ed. Upendra Baxi (1988)*
- *"Leveling the Workplace for Women Workers: Equal Remuneration and Maternity Benefits"*
- *Engendering Law: Essays in Honour of Lotika Sarkar, Ed. Amita Dhanda and Archana Parashar, Eastern Book Company, Lucknow (1999)*

Membre de sociétés savantes

- Membre à vie, Société indienne de droit international, New Delhi
- Membre à vie, Institut de droit indien, New Delhi

Jesus, José Luis (Cabo Verde)

Date de naissance : 20 septembre 1950

Lieu de naissance : Cabo Verde

Nationalité : Cap-verdienne

Expérience de juge

- Juge – Tribunal international du droit de la mer, Hambourg (Allemagne), d’octobre 1999 à ce jour (voir le site www.tidm.org)
- Président, Tribunal international du droit de la mer (2008-2011)
- Président, Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins (2014-2017)

Formation

- Diplôme de droit, faculté de droit de l’Université classique de Lisbonne
- Certificat de droit international (Université de Saint John, New York)
- Maîtrise ès administration publique et sciences politiques (Université de Saint John – New York)

Formation spécialisée

- Séminaire sur le droit international public à l’Académie de La Haye (1981)
- Séminaire sur l’élaboration de traités et autres accords internationaux organisé par l’UNITAR à New York (1984)
- Divers séminaires sur le droit humanitaire international parrainés par la Croix-Rouge internationale (New York University)

Consultation juridique internationale

- Consultant juridique pour la rédaction des lois du Timor oriental sur les pêches et la quarantaine, dans le cadre d’un projet du Ministère des pêches, de l’agriculture et des forêts financé par la Banque mondiale (2002-2004)
- Conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche au Mozambique (2002-2003)
- Conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche en Angola (2003-2004)
- Consultant des Nations Unies dans le domaine du droit de la mer à une réunion des petits États insulaires tenue à Singapour (2002)

Mission pour l'ONU

- Ancien Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs (Afrique centrale) (1995)

Postes occupés auparavant au niveau national

- Ministre cap-verdien des affaires étrangères et des communautés (1998-1999)
- Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération (1996-1998)
- Ambassadeur du Cabo Verde auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Ambassadeur du Cabo Verde au Portugal, en Espagne et en Israël (1994-1996)

Présidence d'instances internationales

Organes à vocation juridique

- Président de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1987-1995)
- Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer (1986)
- Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies

Autres organes

- Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (juillet 1992 et novembre 1993)
- Président de la Commission spéciale du Conseil de sécurité pour l'Angola (1992)
- Président du Groupe des États d'Afrique à l'ONU (1986)

Réunions internationales

Réunions juridiques

- Chef de la délégation cap-verdienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)
- Chef de la délégation cap-verdienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986)
- Chef de la délégation cap-verdienne aux réunions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1995)

- Représentant du Cabo Verde à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-1994)
- A représenté le Cabo Verde et participé activement aux réunions de divers groupes de travail et comités de l'Organisation des Nations Unies sur des questions d'ordre juridique (1979-1994)
- Délégué à diverses conférences et réunions sur différents sujets organisées par l'ONU ou autres conférences organisées aux niveaux régional et international
- A donné des conférences à plusieurs réunions, séminaires, colloques, ateliers et programmes de formation estivale sur le droit de la mer, organisés dans différents pays

Activités juridiques au Cabo Verde

- Ancien Président de la Commission nationale chargée de la délimitation des frontières maritimes
- Conseiller juridique de la Mission permanente du Cabo Verde auprès de l'Organisation des Nations Unies pendant plusieurs années
- Rédacteur de la législation cap-verdienne sur le droit de la mer (1992)

Allocutions et exposés sur des questions internationales

- sur le droit de la mer, à l'occasion d'un séminaire organisé à l'intention des diplomates cap-verdiens à Praia (Cabo Verde) (1981)
- en tant qu'expert invité du groupe sur le droit de la mer (Conférence Pacem in Maribus tenue à Malte en septembre 1987)
- en tant qu'expert invité du groupe chargé des minéraux des fonds marins, American Society of International Law, Washington (décembre 1988)
- sur les pratiques des États africains dans le domaine du droit de la mer (Université de Virginie, réunion tenue à Lisbonne)
- sur l'universalité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Université de Kiel (République fédérale d'Allemagne) (1990)
- sur l'achèvement des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Université de Hawaii, réunion tenue à Tokyo (1990)
- sur la sécurité maritime (Académie navale japonaise 2010)
- sur le thème « Le droit international de la mer – historique et évolution contemporaine », American Defense College, Washington (1992 et 1994)
- sur le thème « Évolution récente du droit de la mer », Marymount College, New York (1992)

- sur le thème « Le droit international : évolution et incidence sur le renforcement de la justice entre nations », séminaires diplomatiques, Praia (1992)
- sur le thème « La négociation à l'Organisation des Nations Unies : le rôle des groupes », séminaire organisé par l'UNITAR à l'intention des jeunes diplomates (1992)
- sur le thème « Assistance humanitaire et droit international », Sussex de l'Ouest (Royaume-Uni) (1992)
- sur quelques-uns des aspects majeurs des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Tokyo (13 janvier 1995)
- sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, Institut du droit de la mer, Mozambique (2003)
- sur les aspects concrets de la démarcation des frontières maritimes – l'exemple du Cabo Verde, Institut du droit de la mer, Mozambique (2003)
- sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, à la faculté de droit de l'Université de Lisbonne (2001)
- sur divers sujets se rapportant au droit de la mer à la Rhodes Academy of International Law (Grèce) (2001, 2002 et 2003)
- sur la piraterie et le terrorisme en mer, Institut Max Planck et Institut du droit de la mer et du droit maritime de l'Université de Hambourg (2003)
- dans le cadre de plusieurs ateliers sur la procédure devant le Tribunal international du droit de la mer (Dakar, 2006 ; Libreville, 2007 et Le Cap, 2010) ; allocution prononcée à la Conférence à la mémoire de Gilberto Amado devant la Commission du droit international – Genève, 15 juillet 2009)
- sur la contribution du mécanisme de juridiction obligatoire à l'efficacité du système de règlement des différends de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 – l'exemple du TIDM – Hainan (Chine), 2013
- sur le rôle du Tribunal international du droit de la mer : les défis à venir, Departamento do Mar – Lisbonne, juin 2015
- sur le système de règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – série de conférences données dans le cadre du programme d'été de l'Académie Marco Polo Zheng He – Shanghai (Chine), 2015
- sur les questions d'actualité relatives à la gouvernance des océans et le rôle du TIDM, dans le cadre du programme de formation aux affaires maritimes organisé par le Cluster Maritime Luxembourgeois – 2015
- sur les espaces maritimes, l'allocation des ressources marines et le règlement des différends – conférence organisée par le Cluster Maritime Français à l'Euromaritime de 2015

- sur certains aspects de la jurisprudence du TIDM présentant un aspect pratique pour les États côtiers, Timor oriental, mai 2016
- sur « [l]e droit de la mer dans la constitution du Cabo Verde », Université de Braga (Portugal), 2016
- sur des questions variées relatives au droit de la mer, dans le cadre de plusieurs colloques et séminaires organisés dans divers pays

Publications

- *“The practice of African States in the field of Law of the Sea” (Center for Oceans Law and Policy - University of Virginia - Seminar Proceedings - April 1990)*
- *“The Work of Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea and the 1982 United Nations Law of the Sea Convention” - International Challenges - Volume 10, number 3 (Norway - 1990)*
- *“The Universality of the Law of the Sea Convention” in proceedings of an Interdisciplinary Symposium - Kiel, Institute of International Law (Germany 1990)*
- *“Deep Seabed Mining - The Work of the Preparatory Commission” - in proceedings of the Eighth Second Annual Meeting of the American Society of International Law (Washington 1988)*
- *“Recent Developments in the Law of the Sea and the accomplishments of the Preparatory Commission for International Seabed Authority and for International Tribunal for the Law of the Sea” (In International Challenges - 1993 - Nansen Institute Norway)*
- *“Humanitarian Intervention versus State Sovereignty” in Liber amicorum Günther Jaenicke, Springer Berlin, Heidelberg, New York, Barcelona, Hongkong, London, Mailand, Paris, Singapur, Tokio (1999), pp. 149-163*
- *“The Ocean Resources are not Inexhaustible”, The UN Chronicle, issue n. 4, 2002*
- *“Rocks, New-Born Islands, Sea-Level Rise and Maritime Space”, Liber Amicorum Tono Eitel, published in 2003 by the Max Planck Institute, Springer, Berlin, Heidelberg, New York*
- *O Tribunal Internacional do Direito do Mar, algumas observacoes sobre as suas actividades, 25 April REVISTA JURIDICA - Revista 2002, pp. 5-36*
- *“Protection of Foreign Ships against Piracy and Terrorism at Sea: Legal Aspects”, The International Journal of Marine and Coastal Law, Vol. 18, N. 3, p. 363-400, Kluwer Law International, 2003*
- *Co-author of book Commentaries on Rules of International Tribunal for the Law of the Sea - 2006*

- *The Gilberto Amado Memorial Lecture, “Advisory opinions and urgent proceedings at the International Tribunal for the Law of the Sea” 2(9) Anuario Brasileiro do Direito Internacional 2010, pp. 173-182*
- *The applicable law in the Jurisprudence of the Tribunal, in Challenges of Contemporary International law and International Relations: Liber Amicorum in honour of Ernest Petric (miha Pagaknik, ed., Nova Gorkia, the European Faculty of Law 2011), pp. 211-232*
- *Judges Ad hoc in the International Tribunal for the Law of the Sea - in Coexistence, Cooperation and Solidarity, Liber Amicorum Ruediger Wolfrum (Holger Hestermeyer et al., eds., Leiden, The Netherlands; Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2011), pp. 1661-1674*
- *The role of ITLOS in the settlement of law of the Sea Disputes, in the Law of the Sea Convention “Us Accession and Globalization (Myron H Nordquist et al., eds., Leiden Martinus Nijhoff Publishers 2012, pp. 154-164*
- *Law of the sea Dispute Settlement: The Jurisprudence of the Tribunal: in Regions, institutions and Law of the Sea: studies in Ocean Governance (Henry N. Schneider and Jin-Hyun Paik, Eds., Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, pp. 15-28*
- *ITLOS and the Law of the Sea, in Global Ocean Governance: From vision to action (Dorota Pyc and Jakub Puzkarski, eds., Poznan, Ars boniet aequi, 2014, pp. 19-25*
- *Extradicao na Constituicao de Cabo Verde. Revista de Direito e Cidadania -Praia Cabo Verde 2009*

Langues

- Anglais : lu, écrit et parlé couramment
- Français : connaissance pratique
- Espagnol : connaissance pratique
- Portugais : langue maternelle

Affiliation

- Membre de l'Association du barreau du Cabo Verde

Kittichaisaree, Kriangsak (Thaïlande)

M. Kriangsak Kittichaisaree est actuellement Ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie et simultanément en Arménie, au Bélarus, en Moldova et en Ouzbékistan.

Il a été Ambassadeur de Thaïlande en Iran et en Australie (et simultanément aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Iles Salomon et au Vanuatu), Directeur général du Département des organisations internationales, Directeur général adjoint du Département des traités et des affaires juridiques et éminent conseiller de la Cour constitutionnelle de Thaïlande.

Ayant récemment achevé son mandat (2012-2016) de membre de la Commission du droit international de l'ONU (CDI), au sein de laquelle il était chargé de mener à bien l'examen du sujet « L'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) » en 2014, il n'a pas cherché à se faire réélire comme membre de la CDI, car il respecte le fait qu'il est nécessaire d'assurer le roulement des sièges dans cet auguste organe juridique international.

M. Kittichaisaree est, aux termes de l'article 2 de l'Annexe VI de la Convention (Statut du TIDM), parfaitement qualifié pour être juge au Tribunal. Cet article se lit comme suit :

- « 1. Le Tribunal est un corps de 21 membres indépendants, élus parmi les personnes jouissant de la plus haute réputation d'impartialité et d'intégrité et possédant une compétence notoire dans le domaine du droit de la mer.
2. La représentation des principaux systèmes juridiques du monde et une répartition géographique équitable sont assurées dans la composition du Tribunal. »

Depuis la création du Tribunal, aucun national d'un des États de l'Asie du Sud-Est parties à la Convention n'y a été élu juge, et M. Kittichaisaree est actuellement l'expert du droit de la mer le plus qualifié pour représenter cette région au TIDM, ce qui respecterait dûment le principe de la répartition géographique prévu par la Convention et la pratique bien établie du roulement des sièges aux Nations Unies.

Sa biographie figure dans le *Who's Who in Public International Law* (Cambridge/Grotius, 2007 et BrillOnline), en reconnaissance de son expérience professionnelle englobant la pratique, l'enseignement et la recherche dans tous les domaines du droit international, et de ses publications évaluées par ses pairs et diffusées sur cinq continents*.

* Le *Who's Who in Public International Law Online* (Brill) « donne un aperçu exceptionnel des principaux acteurs du droit international. Créé à l'origine par Sir Elihu Lauterpacht, de l'Université de Cambridge, c'est un répertoire qui recense quelque 600 juristes spécialistes du droit international public réputés et éminents dans les domaines judiciaire, universitaire et professionnel. Il se limite aux juristes qui consacrent ou ont consacré une partie importante de leurs activités au droit international public en tant que juges, arbitres, avocats en exercice, fonctionnaires gouvernementaux ou fonctionnaires d'organisations internationales, membres d'organes juridiques intergouvernementaux ou universitaires ».

Après avoir obtenu en 1986 son Ph.D. de l'Université de Cambridge, dont la thèse s'intitulait « The 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea and the Protection of State Interests in Maritime Natural Resources: With Special Reference to South-East Asia », il a participé activement à plusieurs négociations et réunions importantes sur le droit de la mer tout au long de sa carrière.

Sa contribution au droit de la mer est reconnue par l'ONU, qui l'a invité à rédiger un article publié dans l'ouvrage commémoratif *United Nations Convention on the Law of the Sea at 30: REFLECTIONS* (New York, Nations Unies, 2013), aux p. 120 et 121.

En 1991, M. Kittichaisaree a été élu Président du Groupe plénier des 77 à la neuvième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, au moment crucial de l'enregistrement de la Chine et de l'Inde en tant qu'investisseurs pionniers, qui a contribué à ouvrir la voie à la participation d'autres pays en développement à l'exploitation minière des grands fonds marins en vertu de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et du début des négociations en vue de la conclusion de l'accord relatif à l'application de la partie XI.

Il a été membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, chargé de la rédaction des Critères et directives de 2003 pour le transfert de technologie marine. C'est ainsi que son nom a été porté sur la liste des experts dressée aux fins de l'arbitrage spécial, en application de l'article 2 de l'annexe VIII à la Convention.

M. Kittichaisaree a représenté la Thaïlande devant le TIDM dans la procédure orale en l'affaire n° 21, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission Sous-Régionale des Pêches*, qui a fait date. Il a été conseiller de l'une des parties à l'*Affaire du « Chaisiri Reefer 2 » (Panama c. Yémen), prompte mainlevée* (affaire n° 9 du TIDM).

Il est membre du réseau régional sur les aspects juridiques de la pollution marine créé dans le cadre du Programme régional du PNUD et de l'OMI pour la prévention et la gestion de la pollution marine dans les mers d'Asie orientale.

Entre juin 2015 et juin 2016, M. Kittichaisaree a été Président de la 25^e Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Il a donné le cours intitulé « Commerce mondial et liberté des mers » à la faculté de droit de l'Université Duke, ainsi que des conférences publiques sur le droit de la mer, à l'Université nationale australienne et à l'Université de technologie du Queensland notamment.

Il a régulièrement été le délégué de la Thaïlande aux réunions du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (« BBNJ process ») et à celle du Comité préparatoire à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il a contribué activement à ce processus en faisant des exposés dans le cadre de manifestations tenues en marge des réunions du Groupe ou du Comité préparatoire (comme ses exposés sur les thèmes « BBNJ: Common Heritage of Mankind and Benefit Sharing » et « BBNJ: Capacity Building and Transfer of Technology re: Common Heritage of Mankind &

Part XIV of UNCLOS », prononcés respectivement le 6 septembre 2016 et le 16 mars 2016, à un atelier).

M. Kittichaisaree est l'auteur de nombreuses publications sur le droit de la mer, dont notamment :

- *The Law of the Sea and Maritime Boundary Delimitation in South-East Asia* (Oxford University Press, 1987), reviewed positively by Daniel Bardonnnet, 34 *Annuaire français de droit international* 1031 (1988);
- *Regional Co-operation on the Law of the Sea: ASEAN and the EC Perspectives*, editor (International Studies Centre, Institute of Foreign Affairs, Bangkok, 1988);
- *Deep Seabed Mining and Its Reflections on Contemporary International Law*, (International Studies Centre, Institute of Foreign Affairs, Bangkok, 1989);
- "Development of ocean law and policy and management in Thailand", *Marine Policy* 315 (1990);
- "Marine Resources Management", 8 *Foreign Relations Journal* 83 (Philippine Council for Foreign Relations, 1993);
- *Research Report to Thailand's Law Reform Committee on Development of The Legislation on the Continental Shelf and the Exclusive Economic Zone*, Bangkok, 1995. (As chief author; 467 pp., Thai language);
- "A Code of Conduct for Human and Regional Security around the South China Sea", 32 *Ocean Development & International Law* 131 (2001).

Autres qualifications ou expériences dans le domaine du droit de la mer (liste non exhaustive) :

- Conseil juridique principal de la Thaïlande à des négociations sur la délimitation de frontières maritimes
- Chef de la délégation thaïlandaise, Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, Nations Unies, New York, en 2001, 2011, et 2013
- Expert invité, douzième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, axée sur le thème « Contribuer à l'évaluation, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, des progrès réalisés et des lacunes à combler dans la mise en œuvre des textes issus des grands sommets relatifs au développement durable, et relever les défis qui se font jour »
- Expert invité au débat sur les utilisations pacifiques des océans à la conférence « Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et pratique des États en mer de Chine méridionale », tenue du 23 au 25 octobre 2013 et organisée par l'Institut national pour les études de la mer de Chine méridionale à Haikou, sur l'île d'Hainan (Chine)
- Orateur sur le thème « Comment la Thaïlande ferait-elle face aux incidences de l'acidification des océans sur le milieu marin et aux restrictions

correspondantes des activités maritimes des États côtiers » au 24^e forum international *Pacem in Maribus* sur la gouvernance pacifique des océans, tenu à Bangkok du 3 au 8 septembre 2013

- Président de la consultation d'experts sur l'application par la Thaïlande de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de ses instruments connexes, tenue le 6 septembre 2013 à Bangkok
- Conférences publiques sur le thème « La compétence universelle et la répression de la piraterie des temps modernes » à la faculté de droit de l'Université nationale australienne à Canberra, le 14 April 2011, et à la faculté de droit de l'Université de technologie du Queensland à Brisbane, le 3 août 2011
- Orateur sur le thème du droit international et des politiques à adopter face à la piraterie au séminaire de l'Organisation consultative juridique afro-asiatique (AALCO), tenu au siège de l'ONU le 16 mars 2011
- Orateur présentant le rapport de pays de la Thaïlande à l'atelier sur la criminalité maritime internationale tenu les 17 et 18 janvier 2011 au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, ayant pour thème les questions juridiques et les perspectives de coopération au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
- Expert invité à la quinzième Conférence annuelle du Commandement pour la zone Pacifique des forces des États-Unis sur les opérations militaires internationales et le droit, organisée à Bangkok du 3 au 6 juin 2002, sur le thème « Questions maritimes transnationales dans les conflits armés et les opérations de maintien de la paix »
- Participant à l'atelier du Centre Est-Ouest sur les consensus et désaccords en matière d'activités militaires et de renseignement dans les zones économiques exclusives, tenu à Bali du 27 au 29 juin 2002
- Intervenant à la Conférence d'Oslo sur la sécurité régionale dans la mer de Chine méridionale organisée par l'Université d'Oslo du 2 au 4 juin 2000
- Membre de la délégation thaïlandaise à la Conférence intergouvernementale du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargée d'adopter un programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, Washington (23 octobre-3 novembre 1995)
- Membre puis Chef de la délégation thaïlandaise à la Commission préparatoire en vue de la création de l'Autorité internationale des fonds marins ainsi que du Tribunal international du droit de la mer à ses cinquième (New York, juillet-août 1987), sixième (Kingston, mars-avril 1988; New York, août-septembre 1988), septième (Kingston, février-mars 1989; New York, août-septembre 1989), huitième (New York, août 1990) et neuvième (Kingston, mars 1991; New York, août 1991) sessions
- Membre de la délégation chargée des négociations avec la Malaisie en vue de la création de l'Autorité conjointe de la zone de développement

commune dans le golfe de Thaïlande et de l'adoption du texte d'application (décembre 1989, Chiang Mai (Thaïlande) et mai 1990, Kuala Lumpur)

- Arbitre du procès fictif « Who owns the Henrietta Reef? » organisé à Hong Kong, le 6 avril 2000, par le service du droit de l'énergie et des ressources de l'Association internationale du barreau, sise à Londres. Parmi les conseils des parties figuraient Gillian Triggs, Rodman Bundy, du cabinet juridique Eversheds et Zhiguo Gao (qui est maintenant juge au TIDM)
- Intervenant aux première, deuxième et troisième réunions du Groupe de travail technique sur les questions juridiques en matière de gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisées par l'Agence canadienne de développement international et l'Université de Colombie-Britannique à Phuket (Thaïlande) en juillet 1995, Chiang Mai (Thaïlande), en juin 1997, et Pattaya (Thaïlande), en octobre 1998
- Expert et intervenant régulier des conférences et ateliers universitaires internationaux organisés dans le cadre du Projet relatif au droit, aux politiques et à la gestion maritimes en Asie du Sud-Est et financés par l'Agence canadienne de développement international – par exemple des conférences de Bali (mai 1990), Kuala Lumpur (juillet 1993) et Singapour (mai 1994)
- Commentateur et intervenant aux ateliers sur la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale (de la première (1990) à la quatrième (1993) édition), organisés par le Gouvernement indonésien
- Délégué dans le cadre des négociations sur la coopération en matière de pêche avec le Viet-Nam : Hanoï, septembre 1991
- Délégué dans le cadre des négociations avec la Malaisie concernant la pêche (janvier 1988 à 1993)
- Coordonnateur et intervenant du Colloque international sur le thème « Coopération régionale et droit de la mer : perspectives de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et des communautés européennes » organisé à VIET-VIET-Am (Thaïlande) du 23 au 25 novembre 1988 par le Centre d'études internationales de l'Institut des affaires étrangères (Bangkok)

Outre le droit de la mer

Après avoir été recruté au Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande en octobre 1986, M. Kittichaisaree a occupé plusieurs postes au Département des traités et des affaires juridiques, y compris ceux de Directeur de la Division des affaires juridiques et de Directeur général adjoint du Département. Il a notamment donné des instructions aux conseils juridiques lors du procès mené contre le Conseil international de l'étain et la Thaïlande devant la Chambre des Lords du Royaume-Uni (mai-juillet 1989).

Du 18 novembre 2004 au 2 mars 2006, il a été Ambassadeur attaché au Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande, chargé des questions juridiques internationales et de la lutte contre le terrorisme international.

Du 3 mars 2006 au 30 septembre 2007, il a été Directeur général du Département des organisations internationales au Ministère thaïlandais des affaires étrangères, chargé du droit et de la constitution des institutions internationales, du droit international des droits de l'homme et de la primauté du droit, de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que des activités des institutions économiques et politiques mondiales sous tous leurs aspects, y compris le contrôle des armes et le désarmement, la sécurité internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et la réforme de l'ONU.

M. Kittichaisaree a occupé divers postes au service de la communauté internationale. C'est ainsi qu'il a notamment été : Président du Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'administration de la justice à l'ONU (octobre 2011) ; l'un des 19 membres du groupe des experts du Centre d'excellence de l'OTAN pour la cyberdéfense en coopération chargé de mettre au point *The Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations* (publié chez Cambridge University Press, février 2017) ; et qu'il est depuis février 2012 l'un des membres du Groupe de personnalités éminentes de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO).

Il a été Coordonnateur du mouvement de coopération juridique internationale en matière de lutte contre le terrorisme lancé par le groupe de travail sur les questions juridiques constitué dans le cadre de la réunion ministérielle de Bali sur l'action antiterroriste en réponse aux attentats de Bali du 12 octobre 2002 et aux activités terroristes qui ont suivi dans la région Asie-Pacifique et au-delà.

Dans le monde universitaire, il a notamment été professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud et « Distinguished Visitor » (l'équivalent de « professeur invité ») à la faculté de droit de l'Université nationale de Singapour.

Il a enseigné le droit pénal international à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud à Sydney (de 1999 à 2008) et à l'Université nationale de Singapour (2006 et 2009), et le règlement des différends internationaux relevant de l'Organisation mondiale du commerce à l'Institut Asie-Amérique de droit transnational de la faculté de droit de l'Université Duke (juillet 2000). Entre novembre 2002 et 2006, il était chargé de l'enseignement du module « ONU et droit international » dans le cadre du cours de langue anglaise intitulé « L'ONU et la coopération internationale » à la faculté de sciences politiques de l'Université Thammasat (Thaïlande).

M. Kittichaisaree a été Président de la Fondation pour le développement du droit international en Asie, et membre du comité de rédaction de l'*Asian Yearbook of International Law* de décembre 1999 à 2006. Il est membre du comité consultatif (international) de l'*Indian Journal of International Law*, et de celui du *Thailand Journal of International Law*. Il est également membre du comité du droit public de l'Association internationale du barreau (2017-2018).

Parmi ses publications dans d'autres domaines du droit international, on peut citer :

- "Using Trade Sanctions and Subsidies to Achieve Environmental Objectives in the Pacific Rim", 4 *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy* 296 (1993)

- ‘Effectuation of international law in the municipal legal order of Thailand’, 4 *Asian Yearbook of International Law* 171-184 (1994)
- ‘Trade And The Environment In Pacific Rim Nations’, *American Bar Association, Standing Committee on Environmental Law*: Washington, DC, 1994: 35-38
- ‘International Law on the Protection of Nationals Abroad’, *Saranrom*, Feb. 1998: 273-286 (in Thai)
- ‘Practical Difficulties for the International Criminal Court to Overcome’, *Proceedings of the 6th Annual Conference of the Australia-New Zealand Society of International Law*, Canberra: Australian National University, June 1998: 79-89
- ‘International Legal Order in a Changing World’, *Proceedings of the International Law Association-Australia/New Zealand Society of International Law Conference*: Wellington, Jul. 1999
- ‘Armed Conflict Before International Tribunals’, *Proceedings of the Fourth International Law Seminar*, jointly organized by the Legal Services, Ministry of Defence, and the Society of International Law, Singapore, 2 Sept. 2000: 102-143
- “The NATO Military Action and the Potential Impact of the International Criminal Court”, 4 *Singapore Journal of International and Comparative Law* 498 (2000)
- *International Criminal Law* (Oxford: Oxford University Press, 2001), a pioneering textbook which has been cited by the International Criminal Court, the Supreme Court of Canada, among others, and used as a textbook on this subject at several law schools in Europe, Canada, Australia, and Singapore as well as for the course “Crimes against Humanity” at Harvard University
- ‘International Criminal Law’, being a chapter in the Diplomatic Training Programme Manual, University of New South Wales, Feb. 2002
- Book reviews of Bantekas and Nash, *International Criminal Law* (3rd ed., 2007); S. D. Brown (ed.), *Combating International Crime: The Longer Arm of the Law* (2008); F. G. Madsen, *Transnational Organized Crime* (2009); and O. Triffterer (ed.), *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court – Observers’ Notes, Article by Article* (2008) in *Asian Yearbook of International Law*, vol. 14 (2008)
- “A century of challenges for international law”, *Brazilian Society of International Law Bulletin – Centenary Edition* (2016)
- *Public International Law of Cyberspace* (Dordrecht/London/New York: Springer, May/June 2017)

Conférences et négociations diplomatiques internationales (liste non exhaustive) :

- En juillet 2008, alors que la Thaïlande n'avait pas de ministre des affaires étrangères, le Premier Ministre thaïlandais a désigné Kriangsak Kittichaisaree comme Envoyé spécial pour représenter le Gouvernement royal thaïlandais à la quinzième réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés
- Président de la trois cent troisième session du Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), 23 juin 2006
- Représentant suppléant de la Thaïlande au Comité directeur de l'initiative des quatre nations (Afrique du Sud, Chili, Suède et Thaïlande) sur la gouvernance et la gestion du Secrétariat de l'ONU (mai 2006-janvier 2008)
- 2006-2007 : Chef de la délégation thaïlandaise aux réunions des hauts fonctionnaires du Réseau sécurité humaine et du Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, tenues en Thaïlande, aux États-Unis, au Japon et en Slovénie
- Membre de la délégation thaïlandaise de la quatre-vingt-quatrième session du Comité des droits de l'homme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Genève, juillet 2005
- Chef de la délégation des hauts fonctionnaires thaïlandais au Sommet Asie-Afrique tenu à Jakarta en mars-avril 2005
- Conseiller juridique en chef dans le cadre des négociations concernant la zone de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange (Norvège, Suisse, Islande et Liechtenstein), ainsi que dans les contentieux avec le Gouvernement royal thaïlandais devant les tribunaux étrangers en lien avec le tsunami de décembre 2004
- Chef de la délégation thaïlandaise dans les négociations avec l'Australie et l'Italie concernant les traités relatifs à l'assistance juridique mutuelle en matière pénale (2004)
- Représentant suppléant de la Thaïlande aux cinquante-sixième et soixante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre-décembre 2001 et septembre-décembre 2007), et représentant de la Thaïlande à la soixante et unième session (septembre-décembre 2006), ainsi qu'à toutes les sessions depuis la soixante-sixième session jusqu'à ce jour (chargé principalement des questions concernant la Sixième Commission)
- Chef de la délégation thaïlandaise à la quarantième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, tenue à New Delhi du 20 au 25 juin 2001
- Chef de la délégation thaïlandaise aux cinquième et huitième sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, ONU, New York (12-30 juin 2000 et 24 septembre-4 octobre 2001)
- Chef adjoint de la délégation thaïlandaise à la trente-troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), ONU, New York (12 juin-7 juillet 2000)

- Membre de la délégation thaïlandaise à la sixième et dernière série de négociations destinées à conclure une convention entre le Royaume de Thaïlande et les États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts et de revenus (26-29 août 1996)
- Membre de la délégation aux négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Thaïlande et la Suisse sur le transfert de détenus et la coopération pour l'application des sentences pénales, Bern (octobre 1992)
- Unique négociateur pour la conclusion d'un accord sur le changement d'emplacement du Consulat général du Royaume de Thaïlande à Hong-Kong (1989)
- Membre, et parfois Chef de la délégation lors des sessions informelles du Conseil international de l'étain (mai-juillet 1989; septembre, puis octobre-novembre et décembre 1989; mars 1990)
- Conseiller dans le cadre des négociations avec la Malaisie, le Myanmar et le Laos concernant les frontières terrestres (de 1987 à 1994)
- Membre de la délégation thaïlandaise et Secrétaire du Président à la réunion intersession du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenue à New Delhi les 30 et 31 mars 1987

Conférences, ateliers, séminaires (liste non exhaustive) :

- Expert invité à la conférence mondiale de 2015 sur le cyberspace (GCCS) visant à préciser l'application dans le cyberspace du droit international existant, tenue les 16 et 17 avril 2015 à La Haye
- Intervenant sur le thème « Closing the legal gaps » à la table ronde régionale sur l'initiative humanitaire relative aux armes nucléaires et aux perspectives de leur interdiction, organisée par le Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande, l'Institut norvégien de droit international et de politique internationale (ILPI) et la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, les 26 et 27 avril 2015 à Bangkok
- Expert invité au débat intitulé « l'emploi de la force : cyberactivités au regard de l'article 2 4) de la Charte des Nations Unies » du séminaire régional Asie-Pacifique du cycle portant sur le droit international et le comportement des États dans le cyberspace, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) à Séoul les 9 et 10 décembre 2014
- Intervenant sur le thème de la cybersécurité et du droit international à l'événement parallèle sur les perspectives et les enjeux du droit international d'aujourd'hui, organisé par l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique le 24 octobre dans la salle du Conseil de tutelle au siège de l'ONU à New York
- Orateur principal sur la question de l'extradition ou des poursuites des criminels internationaux, devant le groupe de réflexion Chatham House à Londres, le 11 juillet 2013

- Orateur principal sur le thème « L’Australie, la Thaïlande et le monde » à l’Institution australien des affaires internationales, Brisbane (Australie), 22 juin 2010
- Conférencier au séminaire publique sur les développement actuels du droit pénal international tenu au Centre de droit international de la faculté de droit de l’Université de Sydney, et organisé conjointement par le groupe « droit international et orientations internationales » de l’Université de Nouvelle-Galles-du-Sud et la section australienne de l’Association de droit international à Sydney, le 1^{er} août 2007
- Orateur principal sur le thème « Soutien à l’Organisation des Nations Unies et au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité – travaux du Comité à la lumière de l’expérience des partenaires » lors de la quatrième Conférence Asie-Europe sur la lutte antiterroriste tenue à Copenhague les 26 et 27 juin 2006
- Un des cinq membres du groupe de discussion de haut niveau réuni autour du thème « Le terrorisme, menace pour une société civilisée » sous la direction du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques au Siège de l’ONU, à New York, le 9 juin 2005 (parmi les autres membres figuraient le juge Baltasar Garzon, de l’affaire Pinochet, et le Secrétaire général adjoint du Conseil de l’Europe)
- Orateur principal de l’atelier sur la mise en œuvre législative des instruments universels contre le terrorisme et les expériences régionales de promotion de la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste, organisé à Moscou, du 28 au 30 novembre 2005, par le Service de la prévention du terrorisme de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en coopération avec le centre antiterroriste de la Communauté d’États indépendants
- Intervenant sur le thème de la Cour pénale internationale lors du quatrième séminaire de droit international de la Société de droit international de Singapour tenu le 2 septembre 2000 (Les trois autres intervenants étaient : Peter Malanezuk, de l’Université Érasme; Thomas Franck, de la faculté de droit de l’Université de New York; et Franklin Berman, professeur invité de droit public international à l’Université d’Oxford et ancien conseiller juridique du Bureau britannique des affaires étrangères et du Commonwealth)
- Intervenant lors de la Conférence internationale de l’Association de droit international et de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international sur le thème « Sécurité, prospérité et survie : mise en œuvre, respect et application du droit international » tenue à Wellington du 8 au 10 juillet 1999
- Expert invité sur le thème de la Cour pénale internationale à la sixième Conférence annuelle de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international, Université nationale australienne, Canberra, du 19 au 21 juin 1998
- Expert invité au débat sur le thème « Comment les États-Unis tirent-ils parti de l’action des organisations internationales et des traités internationaux

pour assurer la protection et le transfert de la propriété intellectuelle dans leurs relations avec leurs partenaires commerciaux d'Asie? » organisé par la Société de droit international de l'Université de Georgetown et la faculté de droit de l'Université George Washington à Washington, le 25 janvier 1997

- Expert invité sur le thème « Réforme législative et protection de l'environnement » dans le cadre de la conférence sur la réforme législative dans les sociétés en transition d'Asie du Sud-Est organisée par la Société de droit international de la faculté de droit d'Harvard (États-Unis), le 22 avril 1995
- Expert invité à la Conférence sur le commerce et l'environnement dans la région du bassin Pacifique, tenue à Hong Kong du 15 au 17 février 1993, et coparrainée par le Comité permanent de l'American Bar Association sur le droit de l'environnement, la Inter-Pacific Bar Association et le United States-Asia Environmental Partnership

Kolodkin, Roman (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 29 juillet 1960, Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)
[Leningrad, (Union des républiques socialistes soviétiques)]

Situation de famille : Marié, deux fils

Nationalité : Russe

Rang diplomatique : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Langues : Russe : langue maternelle
Anglais : courant
Français : compréhension orale et écrite

Titres et diplômes

- 1986 Doctorat en sciences juridiques, spécialisation en droit international; thèse sur le sujet des « règles internationales non contraignantes : étude de cas de résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations Unies », département du droit international, Faculté de droit, Université d'État de Moscou
- 1982 – 1985 Études de troisième cycle, Université d'État de Moscou
- 1982 Diplôme de droit international (avec mention), Université d'État de Moscou

Postes actuels

- 2017 à ce jour Agent de la Fédération de Russie (conjointement avec MM. I. Rogachev et G. Lukiyantsev) devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*
- 2016 à ce jour Agent de la Fédération de Russie (conjointement avec M. V. Titushkin) dans la procédure arbitrale engagée par l'Ukraine en vertu de l'Annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- 2015 à ce jour Directeur au Département des affaires juridiques et membre du cabinet au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- Membre de la Commission du droit international
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage
- Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (Conseil de l'Europe)

Représentant suppléant de la délégation russe aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies

Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies

2009 à ce jour Membre associé de l'Institut de droit international

Commission du droit international

2003 – 2011 Membre

2007 – 2011 Rapporteur spécial sur le sujet : « Immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère » (rapport préliminaire (2008), deuxième rapport (2010) et troisième rapport (2011) soumis à la Commission)

2008 Premier Vice-Président (soixantième session)

2006 Président du Comité de rédaction (cinquante-huitième session)

2005 Deuxième Vice-Président (cinquante-septième session)

Fonctions antérieures

2009 – 2015 Ambassadeur de la Fédération de Russie au Royaume des Pays-Bas

Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

2001 – 2009 Directeur au Département des affaires juridiques et membre du cabinet au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1997 – 2001 Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

1994 – 1997 Directeur adjoint au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1992 – 1994 Chef de division au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1991 – 1992 Adjoint et Chef de cabinet du Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie

1990 – 1991 Juriste à la Commission des relations entre les Républiques du Soviet Suprême (Parlement) de Russie

1986 – 1990 Juriste à la Division des organisations internationales et à la Division des relations économiques extérieures du Département des relations extérieures du Ministère de la marine marchande de l'URSS

Expérience professionnelle : principaux postes

- 2010 – 2015 Chef de la délégation russe au Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- Chef adjoint de la délégation russe aux sessions de la Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
- 2013 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec les États-Unis d'Amérique au sujet de l'élimination des armes chimiques syriennes
- 2008 – 2011 Agent (avec M. K. Gevorgian) de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire de *l'Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*
- 2003 – 2010 Chef de la délégation russe aux négociations avec la Norvège sur la délimitation en mer de Barents et dans l'océan Arctique (qui ont eu pour résultat en 2007 l'Accord entre la Fédération de Russie et le Royaume de Norvège sur la délimitation maritime dans la zone du fjord Varanger, et en 2010 l'Accord entre la Fédération de Russie et le Royaume de Norvège sur la délimitation maritime et la coopération dans la mer de Barents et l'océan Arctique)
- 2004 – 2009 Représentant de la Fédération de Russie au Comité consultatif des chefs de département des affaires juridiques des ministères des affaires étrangères des États membres de la Communauté d'États indépendants (CEI)
- 2003 – 2004 Représentant adjoint de la Fédération de Russie à la réunion des États du pourtour caspien sur le statut juridique de la mer Caspienne
- Chef de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens
- Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec l'Ukraine sur le Traité bilatéral sur la frontière entre les deux États
- 2002 – 2009 Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (Conseil de l'Europe)
- Représentant suppléant de la Fédération de Russie aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies

- 2002 – 2004 Vice-Président de la Commission interinstitutions créée par le Gouvernement de la Fédération de Russie pour mener les négociations avec l'Ukraine sur les problèmes liés à l'accident survenu en octobre 2001 à un avion russe de type Tu-154M qui s'était écrasé en mer Noire
- 2002 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Traité bilatéral d'amitié et de coopération
- Chef de la délégation russe à la Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique
- 1997 – 2001 Représentant et représentant adjoint de la Fédération de Russie à des réunions intergouvernementales et d'experts tenues dans le cadre de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission des droits de l'homme, ainsi que de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et à des réunions organisées par le Comité international de la Croix-Rouge et par le Gouvernement suisse en sa qualité de dépositaire des Conventions de Genève de 1949
- 1996 Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique (Conseil de l'Europe)
- Chef adjoint de la délégation de la Fédération de Russie au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale
- Chef de la délégation d'experts russes aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Protocole intergouvernemental sur l'inventaire des traités bilatéraux
- 1995 Chef adjoint de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale pour la création d'une cour criminelle internationale
- 1994 – 1997 Membre de la délégation russe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et au Comité spécial de la Charte (1994)
- 1994 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations sur les mémorandums d'accord relatifs aux garanties offertes au Bélarus, au Kazakhstan et à l'Ukraine en liaison avec leur adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- 1993 – 1994 Expert juridique de la délégation russe aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- 1993 Membre de la Commission d'experts juridiques pour la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques au niveau national, chargée de faciliter l'élaboration d'un manuel de mise en œuvre de la Convention au niveau national

1991 – 1997	Expert juridique de la délégation russe aux réunions intergouvernementales et d'experts organisées par la Communauté d'États indépendants
1990 – 1991	Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République de Lituanie au sujet de l'Accord intergouvernemental pour la coopération au service du développement de la région de Kaliningrad et de l'Accord intergouvernemental pour l'assistance à la réinstallation de ressortissants de Mažeikiai (Lituanie) à Vsevolozhsk (Fédération de Russie) Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République d'Estonie au sujet du Traité sur les relations interétatiques entre la Fédération de Russie et la République d'Estonie
1989 – 1990	Expert juridique de la délégation soviétique aux sessions de l'Assemblée et du Conseil de l'INMARSAT

Activités universitaires

2015 à ce jour	Membre du comité de rédaction, журнал «Международное правосудие» (revue « Justice internationale »)
2008 à ce jour	Vice-Président de l'Association russe de droit international
2004 à ce jour	Membre du Conseil d'administration de l'Association russe de droit international
2002 – 2009	Professeur, département de droit international de la faculté de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université) Professeur invité, Université d'État de Moscou, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, Académie de droit d'État de Moscou
1991	Professeur invité, département de droit international de la Faculté de droit, Université d'État de Moscou
1990 – 1991	Professeur invité, département de droit international de la Faculté de droit, Académie de droit d'État de Moscou
1987 à ce jour	Membre du comité de rédaction, Ежегодник международного права (Annuaire du droit international), Association russe de droit international
1982 à ce jour	Membre de l'Association russe de droit international

Principales publications

- «Континентальный шельф за пределами 200 миль: определение внешних границ и делимитация» (in Russian), Р.А.Колодкин, С.М.Пунжин, журнал «Международное правосудие», №№ 3, 4, 2015

- (“Continental Shelf Beyond 200 Miles: Delineation and Delimitation”, R.A.Kolodkin, S.M.Punzhin, “International Justice” journal, №№ 3, 4, 2015)
- “Immunity of State and of Officials Thereof in Judgments of the International Court of Justice”. In: ‘The Best in the West’. Educator, Jurist, Arbitrator. Liber Amicorum in Honour of Professor William Butler. Ed. By Natalia Iu. Erpyleva and Maryanne E. Gashi-Butler, Wildy, Simmonds & Hill, Publ., 2014
 - «Краткий очерк становления и развития международного права. Россия и международное право»; «Дипломатическая защита» (in Russian). В: Международное право, Учебник, под ред. Б.Р.Тузмухамедова, 4-е изд., Изд-во «НОРМА ИНФРА-М», М., 2014 (“Essay on Emergence and Development of International Law. Russia and International Law”; “Diplomatic Protection”. In: International Law, Manual. Ed. by B.R. Tuzmukhamedov, 4th edition, “NORMA INFRA-M” Publ., Moscow, 2014);
 - Международное морское право. Статьи памяти А.Л.Колодкина. International Law of the Sea. Essays in Memory of Anatoly L. Kolodkin. Сост. Р.А.Колодкин, С.М.Пунжин, М.: «Статут», 2014 (Compiled by R.A. Kolodkin and S.M. Punzhin. Moscow, “Statut”, Publ., 2014)
 - «Договор с Норвегией: разграничение для сотрудничества» (in Russian), Международная жизнь, 2011, М., №1 (“Treaty with Norway: Delimitation for Cooperation”, Mezhdunarodnaya Zhizn, 2011, Moscow, No.1)
 - «Иммунитет должностных лиц государства от иностранной уголовной юрисдикции» (in Russian), Юрист-международник № 3, М., 2005 (“Immunity of State Officials from Foreign Criminal Jurisdiction”, International Lawyer, No. 3, Moscow, 2005)
 - “Fragmentation of International Law? A View from Russia”. In: Towards World Constitutionalism. Issues in the Legal Ordering of the World Community. Ed. by Ronald St. John McDonald and Douglas M. Johnston, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, Boston, 2005
 - «Проект конвенции о борьбе с табаком» (in Russian), Р.А.Колодкин, М.В.Мусихин, Московский журнал международного права, № 4, 2001 (“Draft Convention on Tobacco Control”, Moscow Journal of International Law, R.A. Kolodkin, M.V. Musikhin, № 4, 2001)
 - «Дискуссия по поводу проекта статута международного уголовного суда в Специальном комитете Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций» (in Russian), Московский журнал международного права № 4, 1996 (“Discussion of the Draft Statute for an International Criminal Court in the United Nations General Assembly Ad Hoc Committee”, R.A. Kolodkin, I.A. Panin, Moscow Journal of International Law, № 4, 1996)
 - “An Ad Hoc Tribunal for the Prosecution of Serious Violations of International Humanitarian Law in the Former Yugoslavia”, Criminal Law Forum (Rutgers University School of Law, United States of America), vol. 5, Nos. 2-3, 1994

- «Критические комментарии в отношении концепции ‘мягкого права’» (in Russian), Советское государство и право № 12, 1985 (“Critical Comments on the ‘Soft Law’ Concept”, The Soviet State and Law, № 12, 1985)
- «Латиноамериканская доктрина о юридической природе Хартии экономических прав и обязанностей государств» (in Russian), М.Бессера, Р.А.Колодкин, Вестник Московского университета. Серия 11, Право, № 5, 1985 (“Latin-American Doctrine on the Legal Nature of the Charter of Economic Rights and Duties of States”, M. Besserra, R.A. Kolodkin, Bulletin of Moscow State University, Law Series, vol. 11, No. 5, 1985)

Lijnzaad, Liesbeth (Pays-Bas)

Portrait

Principale conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Liesbeth Lijnzaad en dirige le département de droit international. Candidate proposée par les Pays-Bas au poste de juge du Tribunal international du droit de la mer (TIDM), elle a été l'agent des Pays-Bas devant la Cour internationale de Justice, le TIDM, la Cour permanente d'arbitrage, la Cour pénale internationale et la Cour suprême des États-Unis. En tant que conseillère juridique, elle est membre de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR) et du Comité *ad hoc* des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe, Comité dont elle a également été la Présidente.

En sa qualité d'avocate du Gouvernement, Mme Lijnzaad a été devant de nombreuses juridictions et acquis une grande expérience pratique du droit international. Son bagage associe une connaissance approfondie du droit international général à une connaissance étendue et spécialisée du droit de la mer. En tant que conseillère juridique du Gouvernement néerlandais, elle a traité de très nombreuses questions de droit international. Il faut maîtriser le droit international général pour interpréter le droit de la mer, et c'est cela qui a apporté à Liesbeth Lijnzaad ses vastes et solides compétences dans ce domaine. Il convient de noter sa contribution au développement du droit de la mer, domaine dans lequel son expertise englobe des questions aussi variées que les pêches, la délimitation maritime, l'exploitation minière des grands fonds marins, les transports maritimes et la biodiversité marine. Elle a présidé de nombreuses réunions à l'Autorité internationale des fonds marins et contribué aux travaux de cette institution dans les années de sa formation. Plus récemment, elle a co-présidé le Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (« BBNJ process »). Son intelligence des enjeux juridiques contemporains concernant les océans est reconnue. Avec son expertise, son expérience et sa perspicacité incontestables, il est certain qu'elle pourrait apporter une contribution substantielle aux travaux du Tribunal international du droit de la mer.

En tant qu'agent des Pays-Bas, Liesbeth Lijnzaad a défendu la cause de son pays dans une affaire contentieuse devant le TIDM en 2013, où elle a présenté la demande concernant l'arraisonnement et l'immobilisation de l'Arctic Sunrise, navire battant pavillon néerlandais, et les événements qui ont précédé l'affaire. Ses observations sur les aspects pratiques et les points marquants de cette affaire en ont illustré l'importance juridique.

Liesbeth Lijnzaad occupe un poste de professeur financé par un fonds de dotation à l'Université de Maastricht, où elle enseigne la pratique du droit international. Elle a fait des études d'histoire et est titulaire d'une maîtrise de droit international et d'une maîtrise de droit néerlandais de l'Université d'Amsterdam, ainsi que d'un doctorat en droit international de l'Université de Maastricht. Outre le néerlandais, qui est sa langue maternelle, elle maîtrise parfaitement l'anglais et le français et très bien l'allemand.

Expérience professionnelle

- 2006 à ce jour *Conseillère juridique et Chef du Département du droit international au Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas*
- 2011 à ce jour *Professeur (à temps partiel), enseigne la pratique du droit international à l'Université de Maastricht*

Expérience diplomatique (sélection)

- 2016 *Présidente.* Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR), en tant que représentante des Pays-Bas
- 2011 à ce jour *Présidente par intérim.* Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage
- 2010 – 2015 *Co-Présidente.* Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies, chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale
- 2013 – 2014 *Présidente.* Comité ad hoc des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI), Conseil de l'Europe
- 2011 *Vice-Présidente.* 31^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève
- 2009 – 2010 *Présidente.* Groupe d'étude stratégique de la Commission internationale du Service international de recherches
- 2008 *Présidente.* Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins
- 2006 à ce jour *Membre.* Comité ad hoc des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI), Conseil de l'Europe
- 2006 à ce jour *Membre.* Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR)
- 2005 – 2006 *Présidente.* Groupe de travail juridique de la Commission internationale du Service international de recherches
- 1997 et *Présidente.* Groupe « Droit de la mer » de l'Union européenne (COMAR), en tant que représentante du Luxembourg et des Pays-Bas
- 2004 – 2005
- 2000 *Présidente.* Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins

Négociations (sélection)

- 2014 / 2015 Négociations de frontières maritimes : Saint-Kitts-et-Nevis / Royaume des Pays-Bas; France / Royaume des Pays-Bas
- 2001 – 2008 Autorité internationale des fonds marins, code relatif à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques

2005	OMI, Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (SUA), modifications de la Convention et du Protocole
1997 – 2000	Autorité internationale des fonds marins, code relatif à la prospection et à l'exploitation des nodules polymétalliques
1999	Deuxième protocole de l'UNESCO relatif à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé
1996 – 1998	Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause
1994 – 1995	Accord des Nations Unies sur la Conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs

Contentieux

- *Demande d'avis consultatif soumis par la Commission sous-régionale des pêches*, Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 21) – agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- *Affaire de l'« Arctic Sunrise » (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), mesures conservatoires*, Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 22) - agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- *Arbitrage Arctic Sunrise (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie)*, Cour permanente d'arbitrage - agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- *Responsabilités et obligations des États qui patronnent des personnes et des entités dans le cadre d'activités menées dans la Zone*, avis consultatif de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 17) - agent du Royaume des Pays-Bas (2011)
- *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, avis consultatif de la Cour internationale de Justice - agent du Royaume des Pays-Bas (2010)
- *OBG Personenverkehr AG v. Carol P. Sachs*, Cour suprême des États-Unis, *amicus curiae* au nom du Royaume des Pays-Bas (mémoire présenté conjointement avec la Suisse) (2014)
- *Esther Kiobel, et.al. v. Royal Dutch Petroleum Co.*, Cour suprême des États-Unis, *amicus curiae* au nom du Royaume des Pays-Bas (mémoire présenté conjointement avec le Royaume-Uni) (2012)

Membre

2013 à ce jour	Jury du fonds <i>Theo van Boven</i> de l'Université de Maastricht
2008 à ce jour	Conseil de la Société royale néerlandaise pour le droit international
2008 à ce jour	Cour permanente d'arbitrage
2008 à ce jour	Institut international de droit humanitaire, San Remo

2006 à ce jour	Conseil consultatif des Pays-Bas sur le droit international (membre de droit)
2004 – 2009	Conseil de l'Association néerlandaise des femmes et du droit <i>Clara Wichmann</i> (trésorière)
2000 à ce jour	Comité de rédaction, Netherlands International Law Review
1996 – 2003	Nemesis - Netherlands Journal on Women and Law (correspondante)
2005 – 2011	Conseil mondial, Association mondiale des guides et des éclaireuses
1998 – 2006	Conseil consultatif d'Oxfam NOVIB, Pays-Bas
1992 – 2002	Conseil national, association de scoutisme des Pays-Bas Scouting Nederland

Publications

Ouvrages

- Le juge et la coutume internationale/The judge and international custom, L. Lijnzaad (ed.), Leiden - Boston 2016.
- Protecting Cultural Property in Armed Conflict, an Insight into the 1999 Second Protocol to the 1954 Convention for the Protection of Cultural Property in Armed Conflict, N. van Woudenberg and L. Lijnzaad (eds.), Leiden - Boston 2010.
- The Netherlands in Court, essays in honour of Johan G. Lammers, N. Blokker, R. Lefeber, L. Lijnzaad and I. van Bladel (eds.), Leiden - Boston 2006.
- Making the voice of humanity heard, essays on humanitarian assistance and international humanitarian law in honour of HRH Princess Margriet of the Netherlands, L. Lijnzaad, J. van Sambeek and B. Tahzib-Lie (eds.), Leiden - Boston 2004.
- Reservations to UN Human Rights Treaties, ratify and ruin?, Dordrecht - Boston - London 1995.
- Het Vrouwenverdrag, een beeld van een verdrag, A.W. Heringa, J. Hes and L. Lijnzaad (eds.), Antwerpen – Apeldoorn 1994. [In Dutch: The Women's Convention, portrait of a treaty].

Articles

- Customary law before Dutch Courts: Nyugat and beyond, in: Le juge et la coutume internationale/The judge and international custom, L. Lijnzaad (ed.), Leiden – Boston 2016, 121 -134.
- Formal and informal processes in the contemporary law of the sea, in: 57 GYbIL (2014), 111 - 142.
- Declarations of competence, a very European Affair, in: Peaceful Order in the World's Oceans, Essays in Honor of Satya N. Nandan; M.W. Lodge and M.H. Nordquist (eds.), Leiden – Boston 2014; 186 - 207.

- Sleeping Beauty, the untold story of the (first) Protocol to the 1954 Hague Convention, in: Protecting Cultural Property in Armed Conflict, an Insight into the 1999 Second Protocol to the 1954 Convention for the Protection of Cultural Property in Armed Conflict, N. van Woudenberg and L. Lijnzaad (eds.), Leiden – Boston 2010, 147 - 156.
- Hoofdstuk Internationaal Humanitair Recht (together with M.C.Zwanenburg), in: Handboek Internationaal Recht, N. Horbach, R.Lefeber and O.Ribbelink (eds.), Den Haag 2007, 553 - 589. [In Dutch: chapter on International Humanitarian Law in (Dutch) Handbook on International Law].
- Sending Dutch troops abroad, some domestic legal aspects, in: The Netherlands in Court, essays in honour of Johan G. Lammers, N. Blokker, R. Lefeber, L. Lijnzaad and I. van Bladel (eds.), Leiden – Boston 2006, 247 - 265.
- Some remarks on the human rights aspects of sanctions, in: Extraterritorial Application of Human Rights Treaties, F. Coomans and M. Kamminga (eds.), Antwerpen – Oxford 2004, 259 - 270.
- How not to be an occupying power, some reflections on Security Council Resolution 1483 and the contemporary law of occupation, in: Making the voice of humanity heard, essays on humanitarian assistance and international humanitarian law in honour of HRH Princess Margriet of the Netherlands, L. Lijnzaad, J. van Sambeek and B. Tahzib-Lie (eds.), Leiden – Boston 2004, 291 - 305.
- *Von Clausewitz* was een heer, vrouwen en de gewapende conflicten van vandaag, in: *Nemesis* 5/6 2003, 216 - 221. [In Dutch: *Von Clausewitz* was a gentleman, women and the armed conflicts of today].
- Trouble in Tiraspol, some reflections on the *Ilascu* case and the territorial scope of the European Convention on Human Rights, in: *Hague Yearbook of International Law* 2002, 17 - 38.
- Kroniek Internationaal Recht, Mainstreamen of doormodderen, in: *Nemesis* 2000, 126 - 136. [In Dutch: Chronicle on International Law, Mainstreaming or Muddling through].
- Kroniek Internationaal Recht, Verscheidenheid of versnippering, in: *Nemesis* 1997, 110 - 116. [In Dutch: Chronicle on International Law, Diversity or Frittering away].
- Met alle aan haar sekse toekomstige voorkomendheid, de bescherming van vrouwen in tijden van oorlog (together with Martine Meijer), in: *Nemesis* essays 3 (1996), 65 - 79. [In Dutch: With all the regard due to their sex, the protection of women in times of armed conflict].
- Tussen onbegrip en onmacht, de positie van vrouwen in het humanitair oorlogsrecht, in: 110 *Kernvraag* 1996/3, 31 - 41. [In Dutch: Between Misunderstanding and Inability, the position of women in international humanitarian law].
- Het Vrouwenverdrag in de Nederlandse rechtsorde, (hoofdstukken 2 en 3), J.C. Hes and C.E. van Vleuten (eds.), Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid, Den Haag 1996. [In Dutch: The Women's Convention in the Dutch legal order, chapters 2 and 3].

- Women of no consequence, the inadequacy of the international protection against trafficking, in: *Combatting traffic in persons*, SIM Special 17 - Utrecht 1995, 125 - 136.
- Over rollenpatronen en de rol van het Vrouwenverdrag, in: *Het Vrouwenverdrag, een beeld van een verdrag*, A.W. Heringa, J. Hes and L. Lijnzaad (eds.), Antwerpen – Apeldoorn 1994, 43 - 57. [In Dutch: About gender roles and the role of the Women’s Convention].
- De relevante realiteit, of de levensstandaard van vrouwen, in: *De toenemende betekenis van economische, sociale en culturele mensenrechten*, A.P.M. Coomans, A.W. Heringa and I. Westendorp (eds.), Leiden 1994, 86 - 99. [In Dutch: The relevant reality, or the standard of living of women].
- Protection of the Environment in Times of Armed Conflict: the Iraq-Kuwait War (together with G.J. Tanja), in: *NILR* 1993, 169 - 199.
- Teleurstellende vrijheid, de positie van vrouwen in post-communistisch Polen, in: *Nemesis* 1993, 15 - 23. [In Dutch: Disappointing freedom, the position of women in post-communist Poland].
- Paradoxe universaliteit, of de beperkingen van het verdragenrecht, in: *Universaliteit van mensenrechten, fundamenteel en controversieel*, Th. van Boven and C. Flinterman (eds.), Leiden 1992, 7 - 17. [In Dutch: Paradoxical universality, or the limitations of treaty law].
- Initiating the CSCE-Supervisory procedure, the cases of the Netherlands and Czechoslovakia (together with A.P.M. Coomans), in: *The Human Dimension of the Helsinki Process, The Vienna Follow-up meeting and its Aftermath*, A. Bloed and P. van Dijk (eds.), Dordrecht 1991, 109 - 127.
- Het kussen van een kikker, de werkelijke betekenis van het Vrouwenverdrag, in: *Nemesis* 1991.2, 5 - 17. [In Dutch: Kissing a toad, the true meaning of the Women’s Convention].
- Supervisie van mensenrechtenbepalingen in het Slotdocument van Wenen (together with *A.P.M.Coomans* e.a.), *Helsinki rapport 5*, Nederlands Helsinki Comité, oktober 1989. [In Dutch: The supervision of the human rights provision in the Vienna Final Document].
- Nederlands bezwaar bij DDR-voorbehoud ten aanzien van het VN-Folteringsverdrag, in: *14 NJCM Bull.* 1989, 504 - 509. [In Dutch: The Netherlands’ objection to the GDR reservation to the UN Torture Convention].
- Verdrag 121: Ongrondwettig opgezegd (together with M.J.A.C. Driessen), in: *64 NJB* 1989, 1237 - 1241. [In Dutch: Convention 121: Unconstitutional renunciation].
- Voorbehouden bij Vrouwenverdrag, in: *Nemesis* 1988, 105 - 111. [In Dutch: Reservations to the Women’s Convention].

Titres et diplômes

1994	Thèse de doctorat sur le thème “ <i>Reservations to UN human rights treaties, ratify and ruin?</i> ” Université de Limburg (aujourd’hui : Université de Maastricht) (Pays-Bas)
1987	Maîtrise de droit néerlandais, Université d’Amsterdam (UvA) (Pays-Bas)
1986	Stage de formation à la recherche en droit international et européen T.M.C. Asser Instituut, La Haye (Pays-Bas)
1985	Maîtrise de droit international Université d’Amsterdam
1984 – 1986	Études d’histoire Université d’Amsterdam

État civil

Nom, prénom :	Lijnzaad, Liesbeth
Nationalité :	néerlandaise
Année de naissance :	1960
Adresse :	Bezuidenhoutseweg 67 2594 AC La Haye Pays-Bas

Langues

Néerlandais :	langue maternelle
Anglais :	parfaite maîtrise
French :	parfaite maîtrise
Allemand :	très bonne maîtrise
Espagnol :	bonne maîtrise

More, Rodrigo Fernandes (Brésil)

Langues

Portugais (langue maternelle), anglais et espagnol

Titres et diplômes

Licence en droit, Université de São Paulo (Brésil), 1997

Maîtrise en droit international, Université de São Paulo, 2002

Doctorat en droit international, Université de São Paulo, 2005

Expérience professionnelle

Professeur auxiliaire de droit de la mer et logistique, Institut de la mer, Université fédérale de São Paulo

Directeur et coordonnateur de projet, société de conseil Mare Brasilis

Professeur associé, Académie militaire maritime de la Marine brésilienne

Instructeur, Académie militaire du Ministère de la défense brésilien

Conseiller juridique, Programme de levé du plateau continental brésilien (LEPLAC)

Membre de la délégation brésilienne aux réunions de la Commission des limites du plateau continental

Assistant personnel du juge Vicente Marotta Rangel au Tribunal international du droit de la mer

Distinctions

Cavalheiro de l'ordre du mérite naval brésilien

Publications (sélection)

Ouvrages

MORE, Rodrigo F; SOUZA, C. M. R. . *Elevação do Rio Grande: obrigações e responsabilidades*. 1. ed. São Paulo: Novas Edições Acadêmicas, 2015. v. 1. 68p.

MORE, Rodrigo F (Org.); Gonçalves, Alcindo Fernandes (Org.); GRANZIERA, M. L. M. (Org.). *Desafios ambientais da Zona Costeira*. 1. ed. São Paulo: Essential Idea Publishing, 2014. v. 1. 264p.

MORE, Rodrigo F; BARBOSA JUNIOR, I. (Org.). *Amazônia Azul : política, estratégia e direito para o Oceano do Brasil*. 1. ed. Rio de Janeiro: SaG Serv FEMAR, 2012. v. 1. 312p.

MORE, Rodrigo F. *Direito Internacional do Desarmamento: o Estado, a ONU e a Paz*. 1. ed. São Paulo: Lex, 2007. v. 1. 432p.

Articles

MORE, Rodrigo F. Considerations about the recommendations of the Commission on the Limits of the Continental Shelf on the Amazon fan. *Revista Brasileira de Política Internacional*, v. 57, p. 117-142, 2014.

MORE, Rodrigo F. O regime jurídico do mar: a regulação das águas e plataforma continental no Brasil. *Revista da Escola de Guerra Naval (Ed. português)*, v. 19, p. 81-111, 2013.

MORE, Rodrigo F. Quando cangurus voarem: a declaração unilateral brasileira sobre direito de pesquisa além dos limites da plataforma continental - 2010. *Revista de Direito Internacional*, v. 9, p. 59-68, 2012.

MORE, Rodrigo F; Carvalho, André Benevides de ; Dias, Maria Lídia R. P. ; Dias, E.M. . Modelo jurídico de exploração portuária de áreas e instalações de uso público pós-resolução 2240/2011 da Antaq. *Revista Direito Aduaneiro, Marítimo e Portuário*, v. 6, p. 23-39, 2012.

MORE, Rodrigo F. Incoterms e os contratos de transporte. *Revista Direito Aduaneiro, Marítimo e Portuário*, v. 1, p. 79-89, 2011.

Chapitres d'ouvrages

MORE, Rodrigo F. Recursos do mar: o regime jurídico de partilha do pré-sal. In: Alcindo Gonçalves, Gilberto M. A. Rodrigues. (Org.). *Direito do Petróleo e Gas. Marco regulatório, aspectos ambientais e internacionais*. 1ed. Santos-SP: Editora Universitária Leopoldianum, 2016, v. 1, p. 39-50.

MORE, Rodrigo F; Dias, E.M. ; GASIOLA, G. ; SILVA, L. T. ; Dias, Maria Lídia R. P. ; DIAS, M. R. R. P. ; LAUAND, R. P. . Contratos Administrativos que possibilitam a exploração dos Portos. In: Eduardo Mario Dias; Maria Lidia Rebello Pinho Dias Scoton. (Org.). *Portos e Comércio Exterior*. 1ed. São Paulo: FGV Editora, 2016, v. 1, p. 135-175.

MORE, R. F. . A Comissão de Limites da Plataforma Continental os desafios da ordem legal dos oceanos. In: Liliana Lyra Jubilut; João Carlos Jarochinski Silva; Larissa Ramina. (Org.). *A ONU aos 70: contribuições, desafios e perspectivas*. 1ed. Boa Vista-RR: Editora da UFRR, 2016, v. 1, p. 676-704.

MORE, Rodrigo F. O Regime de Regulação, Proteção e Prevenção da Poluição do Meio Marinho na Convenção do Direito do Mar. In: Maria Luiza Machado Granziera; Fernando Rei. (Org.). *Direito Ambiental Internacional: avanços e retrocessos. 40 Anos de Conferências das Nações Unidas*. 1ed. São Paulo: Atlas, 2015, v. 1, p. 65-89.

MORE, Rodrigo F; ZANIN, Renata B. . Um regime de exploração do solo e subsolo da plataforma continental brasileira: reflexões para um futuro já presente. In: Antonio Celso Alves Pereira; André Panno Beirão. (Org.). *Reflexões sobre a Convenção do Direito do Mar*. 1ed. Brasília: FUNAG, 2014, v. , p. 435-461.

Muigai, Githu (Kenya)

Professeur, E.G.H., S.C.

M. Githu Muigai, qui est titulaire d'un LLB et d'un Ph.D. de l'Université de Nairobi et d'un LLM de la faculté de droit de l'Université Columbia de New York, a été admis au barreau en 1985 : il est fort d'une expérience de plus de 35 ans de la pratique du droit au Kenya et en Afrique de l'Est. En outre, il est professeur associé (actuellement en disponibilité) de droit public à la faculté de droit de l'Université de Nairobi. Également auteur de nombreuses publications dans les domaines du droit international et des droits de l'homme, il a auparavant travaillé comme consultant auprès de plusieurs organisations internationales, dont notamment l'Union africaine, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et le Comité international de la Croix-Rouge.

M. Githu Muigai a travaillé dans de nombreux domaines du droit, dont notamment : contentieux et arbitrage commercial, droit constitutionnel et administratif, droit des technologies de l'information et de la communication, droit des banques et droit des assurances, droit des investissements, droit des fusions et acquisitions, droit international public et privé, droit des marchés publics. D'août 2008 à septembre 2011, il a été Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Il est membre du Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni), de l'Association américaine des avocats plaidants, de l'Institute of Certified Public Secretaries, du barreau kényan, du barreau de l'Afrique de l'Est, du Conseil de l'enseignement juridique, de la Commission internationale de juristes, de l'Association internationale du barreau et de la Commonwealth Lawyers Association. Il a également été juge de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples entre 2008 et 2010.

M. Muigai est un expert reconnu dans les domaines de la réforme de l'appareil judiciaire en général et de la réforme constitutionnelle en particulier. De 2000 à 2005, il était membre de la Commission d'examen constitutionnel, chargé en particulier de la rédaction juridique du Projet de Constitution de la République du Kenya. Il a été conseiller juridique et rédacteur associé au processus de paix en Somalie et a participé à la rédaction de la Charte fédérale de transition de la République somalienne.

M. Githu Muigai a prêté serment en tant qu'*Attorney General* de la République du Kenya le 23 août 2011. L'article 156, paragraphe 4, de la Constitution définit les rôles de l'*Attorney General*, notamment celui de Conseiller juridique principal du Gouvernement, qui est central. Ces rôles sont par ailleurs exposés dans la loi sur les fonctions de l'*Attorney General*. L'*Attorney General* s'acquitte également des fonctions de Ministre de la justice et il est notamment responsable de la promotion des droits de l'homme et de la mise en œuvre de la Constitution, de l'accès à la justice, de la bonne gouvernance, de la morale et de l'intégrité, de l'enseignement juridique, de la réforme législative, de l'assistance juridique et de la surveillance et de l'établissement de rapports sur l'observation par le Kenya de ses obligations internationales.

Niehaus Quesada, Bernd (Costa Rica)

Renseignements personnels

Né à San José (Costa Rica) le 14 avril 1941

Instruction élémentaire et secondaire à San José, Costa Rica

Marié, deux enfants

Langues : espagnol, allemand, anglais et français

Études universitaires

Études de second cycle :

Études de droit, Université de Bonn (République fédérale d'Allemagne), 1959-1960

Études et diplôme d'économie et de sciences politiques, universités de Bonn, Hambourg et Cologne (République fédérale d'Allemagne), 1960-1966

Diplôme de droit, Université du Costa Rica, 1972

Études universitaires supérieures :

DES de droit international, Université de Strasbourg (France), 1973

Doctorat de droit international, Université de Strasbourg, 1994

Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme, Institut René Cassin, Strasbourg, 1973

Docteur honoris causa, Université centrale de l'Est, San Pedro de Macoris (République dominicaine), 1981

Postes universitaires

Professeur de droit international public et privé à la Faculté des relations internationales de l'Université nationale, San José (Costa Rica), 1975-1976

Professeur de droit international public et privé à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica, 1974-2010

Postes politiques

Vice-Ministre des affaires étrangères, 1978-1980

Ministre des affaires étrangères, 1980-1982

Secrétaire chargé des relations internationales générales du Parti de l'unité sociale chrétienne, 1988-1990

Ministre des affaires étrangères, 1990-1994

Postes diplomatiques

Attaché culturel de l'ambassade costaricienne en République fédérale d'Allemagne, 1963-1966

Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne, 2002-2010

Ambassadeur en République de Pologne, 2002-2005

Ambassadeur en République tchèque, 2004-2010

Ambassadeur en République de Hongrie, 2004-2010

Fonctions au sein d'organisations internationales

Représentant du Costa Rica devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 1998

Vice-Président du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 2000

Vice-Président du Conseil économique et social, 2001

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, 2002-2006

Membre de la Commission du droit international, 2007-2011

Membre de la Commission du droit international, 2012-2016

Président de la Commission du droit international, 2013-2014

Activité juridique professionnelle

Exercice de la profession d'avocat et de notaire à partir de 1974, et membre fondateur du cabinet juridique Bufete Niehaus y Asociados

Engagement pour le droit de la mer

Adjoint au chef de la délégation du Costa Rica à une série de réunions et de conférences tenues au cours de la seconde moitié de l'année 1978 et au début de 1979 dans de nombreux pays et sur plusieurs continents, dans le but de promouvoir l'établissement d'un nouveau régime de conservation et de pêche des thonidés dans l'océan Pacifique est

En qualité de Ministre des affaires étrangères, a fait l'exposé sur l'importance du droit de la mer du chapitre IV de la présentation de la politique extérieure du Costa Rica, 1980-1981

En qualité de Ministre des affaires étrangères, a fait les exposés sur le droit de la mer et la pêche dans l'océan Pacifique est des chapitres VI (« Troisième conférence sur le droit de la mer ») et VII (« Négociations sur le thon ») de la présentation de la politique extérieure du Costa Rica, 1981-1982

Allocution prononcée devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de sa trente-sixième session, sur le caractère primordial et

l'urgence qu'il y avait à instaurer une réglementation juridique des questions relevant du droit de la mer, 1^{er} octobre 1981

Professeur chargé des cours de droit international public à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica, avec inclusion des questions relatives au droit de la mer, 1982-1990, 1994-1998

Oegroseno, Arif Havas

Renseignements personnels

Monsieur Arif Havas Oegroseno est actuellement Vice-Ministre au Ministère de la coordination des affaires maritimes de la République d'Indonésie. Il a été Président de la vingtième Réunion des 162 États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Ambassadeur de l'Indonésie en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale des douanes de septembre 2010 à janvier 2015, il a également travaillé avec l'OTAN sur des questions de sécurité maritime.

Diplomate de carrière et spécialiste du droit international de la mer, il travaille au service diplomatique de l'Indonésie depuis 1986, c'est-à-dire depuis plus de 25 ans.

Né à Semarang (Indonésie) en 1963, marié à Sartika Oegroseno, il est père de deux enfants.

Titres et diplômes

L'Ambassadeur Oegroseno a obtenu un LLM de la faculté de droit de Harvard en 1992 et une licence de droit en 1986 de la faculté de droit de l'Université Diponegoro (Indonésie), avec comme spécialisation le droit international public.

Il a participé aux cycles de formation au service diplomatique du Centre d'enseignement et de formation du Ministère des affaires étrangères indonésien (niveaux : débutant (1987), intermédiaire (1999) et avancé (2003)). Il a aussi suivi la formation du service diplomatique de l'Australie (1988) et le cours de commerce international organisé dans le Colorado par la Banque mondiale et l'Institut de Harvard pour le développement international (1990).

Monsieur Oegroseno a également participé au programme de formation des dirigeants à la négociation proposé par la faculté de droit de l'Université de Harvard (2007) et au programme de formation à l'établissement des frontières du Groupe de recherche sur les frontières internationales de l'Université de Durham (2006).

Il a prononcé des exposés dans diverses universités indonésiennes et étrangères telles que l'Université nationale australienne, l'Université de Cambridge, l'Université John Hopkins, la London School of Economics, l'Université Bilgi d'Istanbul et l'Université catholique de Louvain (Belgique).

Il a également fait des exposés à l'Académie de Rhodes sur le droit de la mer et la politique des océans (Grèce), à l'Institut du droit maritime international de Malte, au Centre du droit de la mer et de la politique des océans de l'Université de Virginie (États-Unis) et au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour.

Expérience professionnelle

En mars 2010, il est nommé par le Président indonésien en tant qu'Ambassadeur de l'Indonésie en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale des douanes. Sa nomination est confirmée par la Chambre

des représentants de la République d'Indonésie à une séance de la Commission des affaires étrangères en mai 2010.

À Bruxelles, ses priorités sont la mise en œuvre de l'Accord de partenariat et de coopération conclu entre l'Indonésie et l'Union européenne, qui est très vaste et inclut les questions maritimes et halieutiques. Il traite également avec l'OTAN des questions concernant la piraterie en Somalie et le contre-terrorisme.

En juin 2010, il est élu Président de la vingtième Réunion des 162 États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

En 2008, il est nommé par le Président de l'Indonésie en tant que Directeur général pour les questions juridiques et les traités internationaux au Ministère des affaires étrangères. Le Directeur général est chargé d'une mission de première importance et occupe le rang le plus élevé du service public indonésien.

En cette qualité, il est nommé chef négociateur chargé du règlement de plusieurs questions stratégiques : frontières maritimes, extradition et entraide juridique, sécurité, défense et contre-terrorisme, commerce et accords commerciaux bilatéraux, droits de propriété intellectuelle, rédaction de la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), privilèges et immunités du Secrétariat de l'ANASE et Protocole relatif au mécanisme de règlement des différends de la Charte de l'ANASE.

En 2003, il est nommé par le Ministre des affaires étrangères en tant que Directeur de la Section des traités relatifs aux affaires politiques, sécuritaires et territoriales. Il est alors notamment chargé de superviser toutes les négociations menées en vue de conclure des accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux touchant directement aux intérêts politiques, sécuritaires et territoriaux de l'Indonésie.

De 1993 à 1997, il est affecté au poste de Troisième Secrétaire de la Mission indonésienne auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève. Ses tâches portent sur des questions relatives aux droits de l'homme.

De 1999 à 2003, il occupe le poste de Premier Secrétaire de l'ambassade d'Indonésie à Lisbonne. Il s'agit là d'un poste crucial, car sa mission principale est de relancer les relations diplomatiques avec le Portugal, qui sont gelées depuis 1975. Il rouvre l'ambassade en 1999, à une époque où l'Indonésie souffre le plus des effets de la crise asiatique de 1998 et où la polémique au sujet du Timor oriental est au plus fort.

Membre de diverses équipes spéciales nationales dont la mission concerne la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, il participe également à d'autres instances *ad hoc* telles que l'équipe spéciale chargée de recouvrer à l'étranger les actifs obtenus grâce à la corruption, et il est chef de l'équipe de défense juridique dans la procédure engagée par des sociétés américaines à l'encontre de l'OPEP et du Gouvernement indonésien pour violation des lois antitrust ; il est aussi membre de l'équipe spéciale nationale chargée de la question des droits de la propriété intellectuelle et de la mission d'enquête sur le décès d'un militant indonésien des droits de l'homme.

Il est le fonctionnaire chargé d'organiser l'accueil par l'Indonésie de la deuxième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption,

ainsi que la mise en œuvre de l'Initiative conjointe de l'ONU et de la Banque mondiale pour le recouvrement des avoirs volés.

Négociations remarquables

Chef de la délégation indonésienne et chef négociateur chargé des négociations sur les frontières maritimes menées respectivement avec la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines.

Chef de la délégation indonésienne aux Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 tenues à New York de 2004 à 2011.

Chef de la délégation indonésienne qui a présenté la demande de l'Indonésie à la Commission des limites du plateau continental, à l'issue de laquelle l'Indonésie a été le premier pays asiatique à obtenir un plateau continental étendu – qui recouvre en l'occurrence une zone de près de 4 000 km² – à des fins d'exploration et d'exploitation des ressources marines.

Chef de délégation et chef négociateur des traités d'extradition signés avec Singapour et la Chine.

Chef de délégation et chef négociateur du traité d'entraide judiciaire signé avec Hong Kong et les États-Unis.

Chef de la délégation indonésienne et chef négociateur de l'accord-cadre en matière de sécurité conclu par l'Indonésie et l'Australie.

Chef négociateur lors de la réunion de hauts fonctionnaires concernant la coopération économique entre l'Indonésie et le Japon.

Chef négociateur des arrangements entre l'Indonésie et l'Overseas Private Investment Corporation.

Membre de l'équipe spéciale de haut niveau chargée de l'établissement de la Charte de l'ANASE. Chef négociateur de la délégation indonésienne chargée des aspects de la Charte concernant les questions politiques et juridiques et le règlement des différends.

Membre du groupe des experts juridiques de haut niveau chargé de la question des privilèges et immunités de la Charte de l'ANASE. Chef de la délégation indonésienne participant à ce groupe d'experts de l'ANASE.

Membre du groupe des experts juridiques de haut niveau chargé du Protocole relatif au mécanisme de règlement des différends de la Charte de l'ANASE. Chef de la délégation indonésienne participant aux réunions de cette instance.

Chef négociateur de l'Indonésie à la Conférence mondiale sur les océans tenue à Manado en 2009.

Chef de la délégation indonésienne auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, chargée des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et du folklore. Il a été à l'initiative de la réunion à Bali des pays partageant la même vision.

Participation à des groupes de réflexion

Monsieur Arif Havas Oegroseno a noué, dans la zone Asie-Pacifique, d'étroites relations de travail avec des groupes de réflexion et des institutions universitaires de renom, comme le CSIS d'Indonésie, l'Institut maritime de Malaisie, le Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, la faculté de recherche sur l'histoire de l'Asie et du Pacifique de l'Université nationale australienne, la Société asiatique de droit international, ainsi qu'en Europe avec des organismes comme les Amis de l'Europe, l'Institut européen des études asiatiques et le Centre sur les politiques européennes. Il s'est acquitté du rôle de porte-parole à des séminaires tenus par tous ces groupes de réflexion et toutes ces institutions.

Distinctions, associations et écrits

Décoration « Satya Lencana Karya Satya », remise par le Président de la République d'Indonésie.

Brevet d'hydrographe reçu des mains du Commandant en chef de la marine indonésienne.

« Chevalier d'Honneur » de la Confrérie des « Blanc Moussis » de la ville de Stavelot (Belgique) et « Chevalier d'Honneur » de la Confrérie du rat mort de la ville d'Ostende (Belgique).

Membre du conseil exécutif de la Société asiatique de droit international.

Membre de l'Association des anciens élèves de Harvard (promotion de 1992).

Auteur :

- de l'article intitulé « Indonesia's Maritime Boundary », qui figure dans l'ouvrage *Indonesia Beyond the Water's Edge : Managing an Archipelagic State* publié en 2009 par l'Université nationale australienne sous la direction de Robert Cribb et Michele Ford;
- de l'article intitulé « Archipelagic Sea Lanes Passages designation : the Indonesian Experience », paru dans l'ouvrage *Freedom of Seas, Passage Rights and the 1982 Law of the Sea Convention* publié en 2009 chez Martinus Nijhoff sous la direction de Myron H. Nordquist, Tommy T.B. Koh et John Norton Moore, ainsi que d'un autre article, intitulé « Maritime Border Diplomacy : an Indonesian Lifeline », paru dans l'ouvrage *Maritime Border Diplomacy* publié en 2012 sous la direction de Myron H. Nordquist et John Norton Moore;
- du chapitre intitulé « Archipelagic State : from Concept to Law » de l'ouvrage *IMLI Manual on International Maritime Law, Volume I: The Law of the Sea*, publié en 2014 par l'Institut de droit maritime international chez Oxford University Press sous la direction de David Joseph Attard et coll;
- de nombreux articles d'opinion dans la presse nationale et dans des revues universitaires, ainsi que dans l'*International Herald Tribune*.

Intervenant :

- à de nombreuses conférences nationales, régionales et internationales, y compris le Forum de Crans Montana à Bruxelles et Genève et également le 19 mai 2008 à la manifestation commémorative spéciale organisée à l'occasion du soixantième

anniversaire de la Commission du droit international, dont le thème était « La Commission du droit international : soixante ans ... et maintenant? » et qui a été tenue dans les bâtiments de l'ONU à Genève. S.E. Mme la juge Rosalyn Higgins, Présidente de la Cour internationale de Justice et plusieurs juges de la CIJ y étaient présents;

- à la réunion annuelle de l'American Society of International Law tenue à Washington le 5 avril 2013, où il a prononcé un exposé introductif intitulé « International Law in a Multipolar World ».

Wolfrum, Rüdiger (Allemagne)

Né à Berlin le 13 décembre 1941.

Études secondaires (Abitur, 1962) puis service militaire

Formation

Études de droit aux Universités de Bonn et de Tübingen (1964-1969); avocat stagiaire (1969-1973); diplôme de fin d'études de droit (1973); Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie; boursier de la Fondation allemande pour la recherche (1977-1978), *Habilitation, venia legendi* en droit public et droit international public (1980)

Carrière académique

Postes de professeur ou de directeur d'un Institut ou d'une Fondation Max Planck

1973 – 1980 : professeur-assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn

Mai – novembre 1982 : professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit et d'économie de l'Université de Mayence

Décembre 1982 – avril 1993 : professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel, directeur de l'Institut de droit international

Août-septembre 1987, 1990 et 1993 : professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis, enseignant le droit international de l'environnement et le droit de l'Antarctique

Avril 1986 – avril 1993 : juge à la Cour d'appel pour les questions administratives des Länder de Basse-Saxe et de Schleswig-Holstein ; depuis 1991, juge à la Cour d'appel du Land de Schleswig-Holstein pour les questions administratives

Mai 1993 – décembre 2012 : directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg; professeur de droit public interne et de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Heidelberg

Depuis octobre 2002 : professeur honoraire de la faculté de droit de l'Université de Hambourg

Février 2011 : chargé de cours invité à la faculté de droit de l'Université de Yale, enseignant le droit de la mer et le droit international humanitaire en collaboration avec le professeur M. Reisman

Depuis janvier 2013 : directeur général, Fondation Max Planck pour la paix internationale et l'état de droit

Gestion de la science en Allemagne

1990 – 1993 : Vice-Recteur de l'Université Christian-Albrechts de Kiel

1992 – 1996 : Membre du Sénat de la Fondation allemande pour la recherche ; réélu en juin 1995

1995 – 2003 : Membre du Conseil d'administration de la Fondation pour les sciences géomarines (GEOMAR)

1996 – 2002 : Vice-Président de la Fondation allemande pour la recherche

2000 – 2006 : membre du Conseil d'administration de l'Institut Alfred Wegener pour la recherche polaire et océanique (fondation AWI) (Centre de recherches polaire et marine de Helmholtz)

2001 – 2005 : membre du Conseil consultatif du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie

2002 – 2006 : Vice-Président de la Société Max Planck pour la promotion des sciences

2001 – 2005 : membre du Conseil consultatif de la Fondation allemande pour l'étude de la paix

Depuis 2005 : membre du comité directeur de l'Association allemande pour les Nations Unies

Depuis 2007 : Président du Conseil d'administration de la Bibliotheca Hertziana (Institut Max Planck pour l'histoire de l'art), Rome

Sociétés savantes et instances universitaires

1994 – 1997 : Président du comité directeur de l'Association allemande pour les Nations Unies

1994 – 2003 : membre du Conseil exécutif du Centre de droit allemand à l'Institut de l'État et du droit (Académie des sciences de Russie), enseignant le droit économique à Moscou

Depuis 1994 : membre du Conseil de la section allemande de l'Association de droit international (ILA)

1997 – 2011 : membre du Conseil de la Société allemande de droit international

2003 – 2014 : membre du Conseil d'administration de l'Université de Hambourg

Depuis 2003 : membre de la Section « sciences humaines » de l'Académie allemande des sciences naturelles (Leopoldina)

2005 – 2009 : Président de la Société allemande de droit international

2007 – 2013 : membre associé de l'Institut de droit international

Depuis 2013 : membre de l'Institut de droit international

Conférences et instances internationales

Juillet – août 1980; mars – avril 1981; mars-avril 1982 : membre suppléant de la délégation allemande et conseiller du Ministère de l'économie à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

1983 – 1988 : membre de la délégation allemande et Président du groupe de travail juridique à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relative aux ressources minérales de l'Antarctique (début en 1985)

Août – septembre 1983 : membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne, participation aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

1990 – 1999 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (élu en 1990, réélu en 1994 et en 1998; démissionne en 1999)

1992 – 1998 : Président du Groupe de travail des experts juridiques aux Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique (1993-1998), travaillant principalement à l'élaboration d'un code de la responsabilité à raison de dommages causés à l'environnement en Antarctique

Règlement de différends internationaux

Depuis 1996 : juge du Tribunal international du droit de la mer ; réélu en mai 1999 et juin 2008

1996 – 1999 : Vice-Président du Tribunal international du droit de la mer

Depuis 2001 : membre de la Cour internationale d'arbitrage et de médiation pour les questions d'environnement; La Haye

2005 – 2008 : Président du Tribunal international du droit de la mer

2010 – 2014 : Président du tribunal arbitral, arbitrage entre le Bangladesh et l'Inde concernant la délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale (*Bay of Bengal Maritime Boundary Arbitration (Bangladesh v. India)*)

2011 – 2015 : membre du tribunal arbitral, arbitrage relatif à l'aire marine protégée des Chagos (*Chagos Marine Protected Area Arbitration (Mauritius v. United Kingdom)*)

Depuis 2012 : Président du tribunal arbitral, arbitrage *Mohamed Abdel Raouf Bahgat v. The Arab Republic of Egypt*

Depuis 2013 : membre du tribunal arbitral, *arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale* (République des Philippines c. République populaire de Chine)

2014 – 2015 : membre du tribunal arbitral, arbitrage relatif au hareng atlantico-scandien (Royaume du Danemark au nom des îles Féroé c. Union européenne) (*Atlantic Scandian Herring Arbitration Arbitral (The Kingdom of Denmark in respect of the Faroe Islands v. The European Union)*)

Missions de conseil auprès d'États

Depuis 2002, activité de conseil auprès de plusieurs États africains et asiatiques, d'abord en tant que directeur à l'Institut Max Planck, et depuis 2013 en tant que

directeur général de la Fondation Max Planck pour la paix internationale et l'état de droit. Ces missions portent notamment sur le développement constitutionnel en République du Soudan, République du Soudan du Sud, République fédérale de Somalie et au Royaume de Jordanie, et sur des questions relevant davantage du droit administratif en République d'Afghanistan.

Distinctions

1999 : Docteur honoris causa de l'Académie des sciences de Russie, Moscou

1999 : Docteur honoris causa de l'Ecole de droit Shihutug à Oulan-Bator (Mongolie)

Depuis 2006 : membre honoraire de l'Académie des sciences de Mongolie

Depuis 2010 : professeur honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Pretoria

Publications

I Ouvrages (auteur/coordonateur de publication)

Die innerparteiliche demokratische Ordnung nach dem Parteiengesetz (The Democratic Structure of Political Parties according to the Law on Political Parties), Duncker & Humblot, Berlin 1974, 235 p.

Handbuch Vereinte Nationen (Handbook on the United Nations) (ed. with Norbert J. Prill and Jens A. Brückner), Munich 1977

Deep Sea-bed mining in the Law of the Sea Negotiation (II): Toward a Balanced Development System (ed. with John Norton Moore, Philip Stopford and Jutta Stender), University of Virginia, Charlottesville, Va. 1978, 280 p.

Die Internationalisierung staatsfreier Räume: internationale Verwaltung von Antarktis, Weltraum, Hohe See und Meeresboden, (The Internationalization of Common Spaces Outside National Jurisdiction: The Development of an International Administration for Antarctica, Outer Space, High Seas and Deep Sea-Bed), Springer, Berlin 1984, 757 p.

Antarctic Challenge, Proceedings of an Interdisciplinary Symposium (ed.), Berlin 1984

Recht auf Information – Schutz vor Information, Menschen- und staatsrechtliche Aspekte (The Right of Access to Information – The Protection from Information and the States' Rights) (ed.), Berlin 1986

Antarctic Challenge II, Proceedings of an Interdisciplinary Symposium (ed.), Berlin 1986

Staatsgebiete und staatsfreie Räume – Studienbrief (State Territories and International Commons – A short introduction), Deutsches Institut für Fernstudien der Universität Tübingen 1988

Antarctic Challenge III, Proceedings of an Interdisciplinary Symposium (ed.), Berlin 1988

International Law and Municipal Law, Proceedings of the German-Soviet Colloquy on International Law (ed. with Grigory Tunkin), Duncker & Humblot, Berlin 1988, 210 p.

Völkerrecht Band I/1, begründet von Georg Dahm (International Law, Vol. I/1, founded by Georg Dahm, newly revised, updated and ed. with Jost Delbrück), Berlin 1989

Die Reform der Vereinten Nationen: Möglichkeiten und Grenzen (The Reform of the United Nations: Possibilities and Limits) (ed.), Berlin 1989

Des Menschen Recht zwischen Freiheit und Verantwortung, Festschrift für Karl Josef Partsch (Human Rights between Freedom and Responsibility, Essays in Honor of Karl Josef Partsch), (ed. with Jürgen Jekewitz, Karl Heinz Klein, Jörg-Detlev Kühne and Hans Petersmann), Berlin 1989

Meereswirtschaft in Europa: Rechtliche und ökonomische Rahmenbedingungen (Marine Economy in Europe: Legal and Economic Framework) (with Juergen B. Donges, Federico Foders and Enno Harders), Tübingen 1989

Strengthening the World Order: Universalism v. Regionalism, Symposium held on the occasion of the 75th Anniversary of the Institute of International Law (ed.), Berlin 1990

Handbuch Vereinte Nationen (United Nations Handbook) (ed.), 2nd edition, Munich 1991

Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Regime (ed.), Duncker & Humblot, Berlin 1991, 542 p.

The Convention on the Regulation of Antarctic Mineral Resource Activities, Springer, Berlin 1991, 205 p.

Wirtschafts- und Gesellschaftsrecht Osteuropas im Zeichen des Übergangs zur Marktwirtschaft (Economic and Social Law in Eastern Europe in the Transition Period to Market Economy) (ed. with F.J. Säcker and W. Seiffert), vol. 1, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Publication Series on Eastern European Law), Munich 1992

Die Rechtslage ausländischer Investitionen in den Nachfolgestaaten der Sowjetunion (The Legal Status for Foreign Investments in the States of the Former Soviet Union) (ed. with F.J. Säcker and W. Seiffert), vol. 2, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Publication Series on Eastern European Law), Munich 1993

Marktzutrittsbarrieren in den USA und Kanada. Der Markt für meeres-technische Güter und Dienstleistungen (Barriers to Market Access in the USA and Canada. The Market for Goods and Services in Maritime Technology) (with F. Foders, P.-T. Stoll and I. Townsend-Gault), Kieler Studien, no. 257, Tübingen 1993

Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Entscheidungen in Osteuropa (Acknowledgement and Enforcement of Foreign Judgements in Eastern Europe) (ed. with F.J. Säcker and W. Seiffert), vol. 3, Schriftenreihe zum osteuropäischen Recht (Publication Series on Eastern European Law), Munich 1994

Verfahren der Kandidatenaufstellung und der Wahlprüfung im europäischen Vergleich (Nomination of Candidates and Electoral Examination in European

Countries – A Comparative Study) (ed. with G. Schuster), Nomos, Baden-Baden 1994, 213 p.

United Nations: Law, Policies and Practice (ed. with C. Philipp), Beck, München 1995, 1533 p.

Economic and Legal Aspects of International Environmental Agreements – The case of enforcing and stabilising an international CO2 agreement, Kieler Arbeitspapiere (Kiel Working Papers), no. 711 (with J. Heister, E. Mohr, W. Plesmann, F. Stähler and T. Stoll), Kiel 1995

Collaboration (along with the other members of the respective working group) in the memorandum “Forschungsfreiheit - Ein Plädoyer für bessere Rahmenbedingungen der Forschung in Deutschland” (“Freedom of Research - Pleading for Improved Research Conditions in Germany”) (ed. German Research Foundation), Weinheim 1996

Access to Genetic Resources under the Convention on Biological Diversity and the Law of the Federal Republic of Germany (with P.-T. Stoll), Berichte des Umweltbundesamtes (Reports of the Federal Environment Agency) (ed. Federal Environment Agency), vol. 7, Berlin 1996 (published in German and English)

Gespräch mit D. Granow über den Antarktisvertrag und rechtsfreie Räume (Discussion with D. Granow about the Antarctic Treaty and Territories beyond Jurisdiction), TechnikDialog (Deutsches Museum Bonn im Gespräch mit Wissenschaft und Technik) (ed. P. Frieß and P.M. Steiner), vol. 7, Bonn 1997

The Right to a Fair Trial, Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht (Contributions to the Comparative Public Law and International Law) (ed. with David Weissbrodt), vol. 129, Heidelberg 1997

Umweltschutz durch internationales Haftungsrecht (Environmental Protection by International Liability Law) (with C. Langenfeld and with the cooperation of I. Renke, B. Baker Röben and C.U. Wolf), Berichte des Umweltbundesamtes (Reports of the Federal Environment Agency), vol. 7/98, Erich Schmidt Verlag, Berlin 1999

Environmental Protection by Means of International Liability Law (with C. Langenfeld and with the cooperation of I. Renke, B. Baker Röben und C.U. Wolf) – translation into English, Berichte des Umweltbundesamtes (Reports of the Federal Environment Agency), vol. 6/99, Erich Schmidt Verlag, Berlin 1999

International, Regional and National Environmental Law (ed. with Fred L. Morrison), Kluwer Law International, Den Haag 2000, 976 p.

Vorbereitende Willensbildung und Entscheidungsprozeß beim Abschluß multilateraler völkerrechtlicher Verträge (Preparatory Decision-Finding and Decision-Making Process for the Conclusion of Multilateral International Treaties), in: Working Papers – Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung, no. 17, 2000

European Workshop on Genetic Resources Issues and Related Aspects – Access and Benefit Sharing (with Peter-Tobias Stoll), in: Intellectual Property Rights, Ex-Situ Collections (Proceedings and Materials) (ed. Federal Environment Agency), Erich Schmidt Verlag, Berlin 2000, 190 p.

Einwanderungsrecht – national und international (staatliches Recht, Europa- und Völkerrecht) (Immigration Law from a National and an International Perspective) (ed. with Thomas Giegerich), Leske + Budrich, Opladen 2001, 516 p.

Implementing International Environmental Law in Germany and China (ed. with T. Zhenghua), Kluwer Law International, London 2001, 200 p.

Genetische Ressourcen, traditionelles Wissen und geistiges Eigentum im Rahmen des Übereinkommens über die biologische Vielfalt, Schlussbericht des F+E Vorhabens “Rechtliche Analyse des Übereinkommens über die biologische Vielfalt unter besonderer Berücksichtigung der Fragen des geistigen Eigentums” (Genetic Resources, Traditional Knowledge and Intellectual Property in the Framework of the Convention on Biological Diversity, Final Report of the Project “Legal Analysis of the Convention on Biological Diversity with Special Regard to Questions of Intellectual Property”), (with G. Klepper, P.-T. Stoll and S. L. Franck in cooperation with A. von Hahn), Bundesamt für Naturschutz (BfN), Bonn–Bad Godesberg 2001, 202 p.

Marine Issues from a Scientific, Political and Legal Perspective (eds. P. Ehlers, E. Mann-Borgese and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag 2002, 334 p.

Liber Amicorum Judge Shigeru Oda, volume 1 and 2 (eds. N. Ando, E. McWhinney and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag 2002.

Die Gewährleistung freier Forschung an und mit Genen und das Interesse an der wirtschaftlichen Nutzung ihrer Ergebnisse (The Guarantee of Free Research of and with Genes and the Interest in the Economic Exploitation of Its Results), (with P.-T. Stoll and S. Franck), Recht & Medizin, vol. 58, Peter Lang Verlag, Frankfurt/Main 2002, 155 p.

Völkerrecht – begründet von Georg Dahm, 2., völlig neu bearbeitete Auflage (International Law – founded by Georg Dahm, 2nd, completely revised edition) (with J. Delbrück), Vol. I/2 (Der Staat und andere Völkerrechtssubjekte; Räume unter internationaler Verwaltung) (The State and Other Subjects of International Law; Areas beyond National Jurisdiction), pp. 1-509; and Vol. I/3 (Die Formen des völkerrechtlichen Handelns; Die inhaltliche Ordnung der internationalen Gemeinschaft) (The Forms of Action in International Law; The Internal Order of the International Community), pp. 511-1172, De Gruyter Verlag, Berlin 2002.

Conflicts in International Environmental Law (with Nele Matz), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 164, Springer Verlag, Berlin/Heidelberg 2003, 213 p.

Gleichheit und Nichtdiskriminierung im nationalen und internationalen Menschenrechtsschutz (Equality and Non-discrimination in National and International Protection of Human Rights) (ed. R. Wolfrum), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 165, Springer Verlag, Berlin/Heidelberg 2003, 299 p.

Developments of International Law in Treaty Making (eds. R. Wolfrum and V. Röben), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 177, Springer Verlag, Berlin/Heidelberg 2005, 632 p.

Environmental Liability in International Law: Towards a Coherent Conception (eds. R. Wolfrum, C. Langenfeld and P. Minnerop), Erich Schmidt Verlag, Berlin 2005, 586 p.

Ensuring Compliance with Multilateral Environmental Agreements – A Dialogue between Practitioners and Academia (eds. R. Wolfrum, U. Beyerlin and P.-T. Stoll), vol. 2, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston 2006, 393 p.

WTO – Institutions and Dispute Settlement (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and K. Kaiser), Martin Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006, 671 p.

WTO-Technical Barriers and SPS Measures (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and A. Seibert-Fohr), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2007, 568 p.

Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes (eds. R. Wolfrum and T. M. Ndiaye), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston 2007, 1186 p.

Legitimacy in International Law (eds. R. Wolfrum and V. Röben), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Vol. 194, Springer Verlag, Heidelberg, 2008, 420 p.

The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (ed.) [online-edition], Oxford University Press, Oxford, London, since 2008

The European Court of Human Rights Overwhelmed by Applications: Problems and Possible Solutions (eds. R. Wolfrum and U. Deutsch), Springer Verlag, Heidelberg, 2009, 128 p.

Solidarity: A Structural Principle of International Law, (eds. R. Wolfrum and C. Kojima) Springer Verlag, Heidelberg, 2010, 238 p.

New Chances and New Responsibilities in the Arctic Region, (eds. R. Wolfrum, G. Witschel, I. Winkelmann and K. Tiroch) Berliner Wissenschafts-Verlag, Berlin, 2010, 283 p.

WTO – Trade in Goods (eds. R. Wolfrum, Peter-Tobias Stoll and Holger P. Hestermeyer), Koninklijke Brill NV, 2010, 1225 p.

The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (ed.) [print-edition], Oxford University Press, Oxford, 2012, 10 vol., 11.724 p.

International Dispute Settlement: Room for Innovations? (eds. R. Wolfrum and I. Gättschmann), Springer Verlag, Heidelberg 2012, 35-67 p.

Water Law and Cooperation in the Euphrates-Tigris Region (eds. Ayşegül Kibaroglu, Adele J. Kirschner, Sigrid Mehring and Rüdiger Wolfrum), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden 2013, 407 p.

The implementation of International Law in Germany and South Africa (eds. Erika de Wet, Holger Hestermeyer and Rüdiger Wolfrum), Pretoria University Law Press, 2015, 528 p.

II Articles

Die Bewertung innerparteilicher Vorgänge bei der Zulassung von Parteivorschlägen zu Landtags- und Bundestagswahlen (The Relevance of

Inner-Party Decisions for Candidature to the German Bundestag and the State Parliaments), *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 1975, 323-340

Die Beschränkungen für die Freiheit der Schifffahrt durch das Kanadische 'Arctic Waters Pollution Prevention Act' sowie die internationalen Übereinkommen zum Schutze der Meeresumwelt (Restrictions Imposed upon the Freedom of Navigation by the Canadian Arctic Waters Pollution Prevention Act and International Agreements for the Protection of the Marine Environment), *Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht*, vol. 15, 1975, 143-162

Der Umweltschutz auf Hoher See – Internationale wie nationale Maßnahmen und Bestrebungen (The Environmental Protection of the High Seas – International and National Measures as well as Attempts), *Verfassung und Recht in Übersee*, 1975, 201-219

Der Schutz der Familie durch Art. 8 MRK sowie Art. 16 und 19 Ziff. 6 der Europäischen Sozialcharta (The Protection of the Family through Art. 8 European Human Rights Convention as well as Art. 16 and 19 para. 6 of the European Social Charter), *Die Friedenswarte*, vol. 58, 1975, 264-278

Der Schutz der Meeresforschung im Völkerrecht (The Protection of Marine Scientific Research in International Law), *German Yearbook of International Law*, vol. 19, 1976, 99-127

Bearbeitung folgender Stichworte in dem o.g. Handbuch Vereinte Nationen (Text on the following Key Words in The Handbook on the United Nations), Munich, 1977: Beitragssystem, Haushalt (Contributions, Budget) (40-48), IMCO (204-207), Seerecht (Law of the Sea) (382-391), Streitschlichtung (Settlement of Disputes) (430-437), Weltraumrecht (Outer Space Law) (520-523)

Die Fischerei auf Hoher See (Fisheries on the High Seas), *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV)*, vol. 38, 1978, 659-709

Transfer of Technology: Some Critical Remarks and Suggestions for Change, in: *Alternatives in Deep-Sea-Mining, Proceedings of the Law of the Sea-Institute, University of Hawaii*, 1979, 35-45

Reports of Member States Before the U.N. Human Rights Committee on the International Covenant on Political and Civil Rights, in: *World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order* (ed. H.H. Han), Washington, 1979, 55-63

The Common Heritage Principle: State Equality versus Equity, in: *World in Transition: Challenges to Human Rights, Development and World Order* (ed. H.H. Han), Washington, 1979, 297-304

Der Ausschluß von Einwendungen im Anhörungsverfahren und sein Einfluß auf den Verwaltungsrechtsschutz (The Exclusion of Objections in Hearings Procedure and its Impact upon the Protection of the Individual), *DÖV*, 1979, 497-502

Der Mondvertrag von 1979 – Weiterentwicklung des Weltraumrechts (The Moon Treaty of 1979 – Further Development in Space Law), *Europa-Archiv*, 1980, 665-672

- Neue Elemente im Willensbildungsprozeß internationaler Wirtschaftsorganisationen (New Elements in the Decision-making Procedure of International Economic Organizations), Zeitschrift Vereinte Nationen, 1981, 50-56
- Durchsetzung von Umweltbelangen im Verwaltungsverfahren am Beispiel der Bauleitplanung (Enforcement of Environmental Standards in Administrative Procedures in Urban Development), DÖV, 1981, 606-614
- Renationalisierung des Fischereiregimes (Re-nationalization of Fisheries), Die Plünderung der Meere (ed. Wolfgang Graf Vitzthum), Frankfurt, 1981, 231-246
- Restricting the Use of the Sea to Peaceful Purposes: Demilitarization in Being?, German Yearbook of International Law 24, 1981, 200-241
- German National Legislation on Deep Sea-bed Mining, in: Marine Mining: A New Beginning, Hilo, Hawaii, 1982, 236-252
- Indemnität im Kompetenzkonflikt zwischen Bund und Ländern (Regulating Indemnity in Conflict of Competence between the Federation and the States), Die Öffentliche Verwaltung, 1982, 674-680
- Entwicklungen neuer Weltordnungen (Development of New World Orders), Das Parlament, 10.09.1983, 6
- Die Bundesrepublik Deutschland und die Seerechtskonvention (The Federal Republic of Germany and the Law of the Sea Convention), Europa-Archiv, 1983, 83-92
- Die Seerechtskonvention – Ein Markstein auf dem Weg zur Staatengemeinschaft? (The Law of the Sea Convention – A First Step on the Way to a Community of States), VN, 1983, 69-78
- The Principle of the Common Heritage of Mankind, Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, vol. 43, 1983, 311-337
- Die Auflösung des 9. Deutschen Bundestages vor dem BVerfG - BVerfGE 62, 1 (The Dissolution of the 9th German Federal Parliament before the BVerfG - BVerfGE 62, 1) (with Jost Delbrück), Juristische Schulung, 1983, 758-764
- International Administrative Unions (42-49); International Organizations, Financing and Budgeting (115-119); Pluri-national Administrative Institutions (235-238), Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Bernhardt), Instalment 5, 1983
- The Use of Antarctic Non-Living Resources: The Search for a Trustee?, Antarctic Challenge, Berlin, 1984, 143-163
- Die UN-Seerechtskonvention in der Perspektive der Neuen Weltwirtschaftsordnung (The UN Convention on the Law of the Sea in the Perspective of the New World Economic Order), Das neue Seerecht, Berlin, 1984, 97-118
- Die grenzüberschreitende Luftverschmutzung im Schnittpunkt von nationalem Recht und Völkerrecht (Transborder Air Pollution in the Centerpoint of National and International Law), Deutsches Verwaltungsblatt, 1984, 493-501
- Die Kunstfreiheitsgarantie des Grundgesetzes (The Freedom of Art according to the German Constitution), Schleswig-Holsteinische Anzeigen, 1984, 2-8

Entwicklungen neuer Weltordnungen (Development of New World Orders), Vereinte Nationen, Themenheft 5 (ed. Bundeszentrale für politische Bildung), Bonn, 1984, 32-36

Die amerikanische Seerechtspolitik (American Politics concerning the Law of the Sea), Europa-Archiv, 1984, 317-325

The Problems of Limitation and Prohibition of Military Use of Outer Space, Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, 1984, 784-805

Der Schutz des Kindes im Völkerrecht (The Protection of the Child in International Law), Schriften der Hermann-Ehlers-Akademie, issue 16, 1984, 24-34

Internationale Organisationen (International Organizations), Ergänzbare Lexikon des Rechts (ed. Ignaz Seidl-Hohenveldern), Neuwied und Darmstadt, 1982, group 4/490, 10 pages (2nd revised edition 1990, 3rd revised edition 1998, 4th revised edition 2000); Luftraum, ibidem, 1986, group 4/650, 2 pages (2nd revised edition 1990, 3rd revised edition 1998)

The Legal Status of Sinti and Roma in Europe: A Case Study Concerning the Shortcomings of the Protection of Minorities, in: European Yearbook, vol. 23/1985, Dordrecht/Boston/ Lancaster, 1986, ART 75-91

Antarctica, in: Conflicts, Options, Strategies in a Threatened World (eds. W. Kaltefleiter and U. Schumacher), Kiel, 1986, 213-232

Das moderne Seerecht – eine angemessene Antwort auf neue technologische Entwicklungen? (The Modern Law of the Sea: An Appropriate Answer to New Technological Developments), Technologischer Fortschritt als Rechtsproblem, Universität Heidelberg, 1986, 92-100

Konsens im Völkerrecht (Consensus in International Law), in: Mehrheitsprinzip, Konsens und Verfassung (eds. H. Hattenhauer and W. Kaltefleiter), Heidelberg, 1986, 79-91

Verfassungsrechtliche Fragen der Zweitmeldung von Arzneimitteln, Pflanzenbehandlungsmitteln und Chemikalien – Zugleich ein Beitrag zum Schutz technischer Innovationen (Constitutional Questions in Second Applications regarding Pharmaceuticals, Plant Treatments and Chemicals – The Protection of Technical Innovations), GRUR, 1986, 512-518

Die Küstenmeergrenzen der Bundesrepublik Deutschland in Nord- und Ostsee (The Limits of the Territorial Sea of the Federal Republic of Germany in the North Sea and in the Baltic Sea), AVR 24, 1986, 247-276

Means of Ensuring Compliance with an Antarctic Mineral Resources Regime, in: Antarctic Challenge II, Berlin, 1986, p. 177-190

International Law of Cooperation, in: Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Bernhardt), Instalment 9, 1986, 193-198

Rechtliche Ordnung des Weltraums (The Legal Order of Outer Space), in: Weltraum und internationale Politik (eds. Kaiser/Frhr. v. Welck), München, 1987, 241-252

Weltraumpolitik der Vereinten Nationen (Outer Space Politics of the United Nations), in: Weltraum und internationale Politik (eds. Kaiser/Frhr. v. Welck), München, 1987, 451-462

- The Emerging Customary Law of Marine Zones: State Practice and the Convention on the Law of the Sea, in: Netherlands Yearbook of International Law, vol. XVIII, 1987, 121-144
- Internationalization (268-271), Internationally Wrongful Acts (271-277), Reparation for Internationally Wrongful Acts (352-353), in: Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Bernhardt), Instalment 10, 1987
- Anmerkung zur C-Waffen-Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts (A Note on the Chemical Weapons' Decision of the Supreme Federal Constitutional Court), Decision of 29.10.1987, EuGRZ, 1988, 295-297
- Internationale Rahmenbedingungen für eine Förderung der Meereswirtschaft (The International Framework of Maritime Economic Activity Endorsement), Christiana Albertina, Issue 26, April 1988, 13-17
- Im Bonner Kommentar: Zweitbearbeitung von Art. 27, 61, 124, 125 (In Bonn's Commentary: Commentaries on Arts. 27, 61, 124, 125, second revision), 55. Lieferung, 1988
- Ursprüngliche Aufgabenzuweisung und jetzige Aktivitäten der Vereinten Nationen: Faktischer Wandel und normative Bewertung (The Original Assignment of Functions and the Current Activities of the United Nations: Factual Variation and Standard Assessment), in: Die Reform der Vereinten Nationen; Möglichkeiten und Grenzen, Berlin, 1989, 129-156
- Coastal Fisheries (61-63), Common Heritage of Mankind (65-69), Fisheries, International Regulation (109-113); Fishery Commissions (117-121), in Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Bernhardt), Instalment 11, 1989
- Reflagging and Escort Operations in the Persian Gulf: International Law Perspective, Virginia Journal of International Law, vol. 29, 1989, 387-399
- The Progressive Development of Human Rights: A Critical Appraisal of Recent UN Efforts, in: Festschrift für Karl Josef Partsch (Essays in Honor of Karl Josef Partsch), Duncker & Humblot, Berlin, 1989, 67-95
- Vorbeugung and Bewältigung von Krisen im Völkerrecht (Preventive Measures and Solutions of Crises in International Law), in: Krise and Krisenmanagement in den internationalen Beziehungen (eds. Hanspeter Neuhold and Hans-Joachim Heinemann), Stuttgart, 1989, 13-30
- Die Einrichtung der Verwaltungsgerichtsbarkeit und der Verwaltungsrechtsprechung in Schleswig-Holstein bis 1945, (The Establishment of Administrative Courts and Administrative Jurisdiction) in: 100 Jahre Verwaltungsgerichtsbarkeit in Schleswig-Holstein, Schleswig-Holsteinische Anzeigen, 1989, 17-21
- The Polar Regions: Legal Aspects, in: The Polar Regions and their Strategic Significance, (eds. Lucius Caflisch and Fred Tanner), Programme for Strategic and International Security Studies, PSIS Special Studies Number 2/1989, 3-18
- Die Umsetzung des Seerechtsübereinkommens in nationales Recht, Vereinte Nationen (Implementation of the Law of the Sea Convention in National Law), 1990, 20-23
- Tiefflüge vor den Verwaltungsgerichten, (Low Altitude Flights before Administrative Courts), NVwZ, 1990, 237-240

Die UN-Konvention über die Rechte des Kindes: Entwicklung, Inhalt und Einbettung in den internationalen Menschenrechtsschutz (The UN Convention on the Rights of the Child: Development, Contents and Embedding in International Human Rights Protection), in: Dokumentation "UN-Konvention über die Rechte des Kindes", 1990, 7-19

Das Verbot der Rassendiskriminierung im Spannungsfeld zwischen dem Schutz individueller Freiheitsrechte und der Verpflichtung des einzelnen im Allgemeininteresse (The Prohibition of Racial Discrimination: Tension between the Protection of Individual Freedoms and the Obligation of the Individual in the Public Interest), in: Kritik und Vertrauen, Festschrift für Peter Schneider, Frankfurt am Main, 1990, 515-525

Recht der Flagge und "Billige Flaggen": Neuere Entwicklungen im Völkerrecht (The Law of Flagging and Flags of Convenience: New Developments in International Law, Berichte der Deutschen Gesellschaft für Völkerrecht, Issue 31, 1990, 121-147

Ziele und Grundsätze des Internationalen Umweltschutzrechts (Purposes and Principles of International Environmental Law), Antrittsrede zur Übernahme des Prorektorats am 31. Mai 1990, 20 p.

Antarctica after 1991: A Possible Scenario, Presentation to the Chilean Council on Foreign Relations, Lectures Series 1990, 20 p.

Antarctica (with U.-D. Klemm), in: Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Bernhardt), Instalment 12, 1990, 10-19

Purposes and Principles of International Environmental Law, GYIL 33, 1990, 308-330

Kommentierung der Präambel und von Art. 1, 18, 55 (a) und (b), 56, (Commentary on the Preamble and Articles 1, 18, 55 (a)-(b), and 56), in: Charta der Vereinten Nationen, Kommentar (ed. Bruno Simma in collaboration with H. Mosler, A. Randelzhofer, C. Tomuschat and R. Wolfrum), München, 1991, 45 p.

Einzelne Formen der Nutzung des Weltraums (Geostationäre Umlaufbahn, Telekommunikation, Direct-Broadcasting-Satellites, Navigations- und Notfunksatelliten, Wetterbeobachtungssatelliten (Individual Forms of Uses of Outerspace (Geostationary Orbit, Telecommunications, Direct Meteorological Observation Satellites), in: Handbuch des Weltraumrechts, (ed. Böckstiegel), Köln, 1991, 351-424

The Unfinished Task: CRAMRA and the Question of Liability, in: The Antarctic Treaty System in World Politics (eds. Jorgensen-Dahl and Ostreng), 1991, 120-132

Bearbeitung folgender Stichworte in dem Handbuch Vereinte Nationen (Treatment of the following topics in the United Nations Handbook): (ed. Wolfrum): Haushalt (Budget) (268-275); Konsens (Consensus) (529-534); Meeresbodenbehörde (Deep Sea Bed Authority) (538-544); Rohstoffabkommen/Rohstoffonds (Commodity Agreement/Commodity Fund) (707-714); Seerecht (Law of the Sea) (728-738); Stimmrecht und Abstimmungsverfahren (Voting Rights and Procedures) (806-812); Streitschlichtung, friedliche (Peaceful Settlement of Disputes) (812-820), 2. ed., 1991

Die Aufgaben der Vereinten Nationen im Wandel: Aus Politik und Zeitgeschichte (The Functions of the United Nations in Transition), Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, B 36/91, 30. August 1991, 3-13

Zweiter Golfkrieg: Anwendungsfall von Kapitel VII der UN Charta (The Second Gulf War: A Case of Applying Chapter VII of the UN Charter) (with Ursula Heinz and Christiane Philipp), Zeitschrift Vereinte Nationen, Issue 4, 1991, 121-128

Decision-making in the Council: An Assessment and Comparison, in: Law of the Sea at the Crossroads: The Continuing Search for a Universally Accepted Régime, Berlin, 1991, 59-74

Japan and the EC in the UN: Prospects for Collaboration, in: Publications of the Japanese-German Center Berlin, Series 3, Vol. 4, 1991, 188-194

The Decision-making Process of the Council Reconsidered: A Suggestion to Make the Deep Seabed Regime More Responsive to Vested Interests, in: Fifteenth Annual Seminar: Issues in Amending Part XI of the LOS Convention (ed. M.H. Nordquist), Center for Oceans Law and Policy, University of Virginia, School of Law, 1991, 110-124

The Legal Status of Minorities in South-Eastern Europe, in: The Changing Political Structure of Europe (eds. R. Lefeber/M. Fitzmaurice/E.W. Vierdag), 1991, 131-148

Minderheitenschutz in Europa - Die staatsrechtliche Situation am Beispiel einzelner ausgewählter Staaten-Gutachten erstellt im Auftrag des Schleswig-Holsteinischen Landtages (Protection of Minorities in Europe - The Public Law Situation as seen in selected State Reports commissioned by the Schleswig-Holstein Parliament, in: Minderheiten in Europa, Landtagsforum am 7. Juni 1991, 121-160

Wem gehört die Antarktis? Nationale Gebietsansprüche aus völkerrechtlicher Sicht (Who owns Antarctica? National Territorial Claims from the Perspective of International Law), in: Geographische Rundschau, vol. 44, issue 4, 1992, 196-200

The Exploitation of Antarctic Mineral Resources: Risks and Stakes, in: The Antarctic Environment and International Law (eds. J. Verhoeven/P. Sands/M. Bruce), 1992, 27-31

Mitarbeit am Endbericht "Hemmnisse in den USA und Kanada für den Zugang ausländischer Unternehmen zu Offshore-Aktivitäten und die Lieferung meeres technischer Anlagen und Geräte" (Collaboration at the Final Report "Barriers in the USA and Canada for the Access of Foreign Enterprises to Offshore Activity and the Provision of Technical Marine Installations and Equipment"). Forschungsauftrag des Bundesministers für Wirtschaft, Institut für Weltwirtschaft 1992, vols. I-III

Aufgaben der UN nach Art. 55 der Charta – weitreichende Ansätze und eingeschränkter Handlungsspielraum (Functions of the UN under Art. 55 of the Charter - Far-reaching Tasks with Limited Ability to Act), in: Strukturreform der UN? Notwendigkeit, Ansätze und Handlungsspielraum einer Reform der Vereinten Nationen im Bereich der wirtschaftlichen Zusammenarbeit, Reihe Dokumentationen, Informationen, Meinungen, vol. 42, March 1992, 11-16

Völker- und europarechtliche Bestimmungen zum Schutze von Ausländern. Bürger unterschiedlichen Rechts, aber nicht rechtlos (International and European Law

Provisions for the Protection of Foreigners. Citizens with Different Rights, but not Rightless), in: *Das Parlament*, vol. 43, issue 2-3, 8./15. January 1993, 7

The Impact of Federalism on the Implementation of International Trade Obligations (with Fred L. Morrison), in: *National Constitutions and International Economic Law* (eds. M. Hilf/E.-U. Petersmann), vol. 8, 1993, 519-535

The Emergence of "New Minorities" as a Result of Migration, in: *Peoples and Minorities in International Law* (eds. C. Brölmann et al.), Dordrecht, Nijhoff, 1993, 153-166

Die Bundesrepublik Deutschland im Verteidigungsbündnis (§176: The Federal Republic of Germany in Self-Defense Organizations), in: *Handbuch des Staatsrechts*, vol. VII: Normativität und Schutz der Verfassung - Internationale Beziehungen (eds. J. Isensee and P. Kirchhof), 1993, 647-667

Der Beitrag regionaler Abmachungen zur Friedenssicherung: Möglichkeiten und Grenzen (The Contribution of Regional Arrangements and Agencies to the Maintenance of International Peace and Security: Possibilities and Limitations), in: *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV)*, vol. 53, issue 3, 1993, 567-602

Antarktis (Antarctica), in: *Staatslexikon* (ed. Görres Society), 7th edition, vol. 7: Die Staaten der Welt II (The States of the World II), 1993, 863-866

The Protection of the Environment of the Baltic Sea. The Legal Framework, in: *Report of the Third Conference of Baltic University Rectors, 16th-19th September 1992 at Kiel* (ed. M. Müller-Wille, Rector of the Christian-Albrechts University, Kiel), 1993, 71-76

Die Weltmenschenrechtskonferenz – Perspektiven für die Entwicklung des internationalen Menschenrechtsschutzes (The World Conference on Human Rights – Prospects of the Developing of International Human Rights Protection), in: *Europa-Archiv*, vol. 48, issue 23, 1993, 681-690

The Reform of the Human Rights Institutions of the European Communities, in: *Reform of International Institutions for the Protection of Human Rights, First International Colloquium on Human Rights, La Laguna, Tenerife, 1st-4th November 1992* (ed. La Laguna University), 1993, 251-278

Bridges Over Straits, in: *The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries* (eds. E.L. Miles/ T. Treves), *Proceedings of the Law of the Sea Institute 26th Annual Conference*, 1993, 38-56

Zur Durchsetzung des humanitären Völkerrechts (Kapitel 12) (The Compliance with International Humanitarian Law (Chapter 12)), in: *Handbuch des humanitären Völkerrechts in bewaffneten Konflikten* (ed. D. Fleck), 1994, 413-440

Vereinte Nationen: Agenda für die Weiterentwicklung des Völkerrechts (United Nations: Agenda for Peace as a Means for the Further Development of International Law), in: *Völkerrecht und Sicherheit (Bundesakademie für Sicherheitspolitik - Schriftenreihe zur neuen Sicherheitspolitik, vol. 5)* (ed. L. Souchon), 1994, 59-75

Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung, Referat auf dem Ringberg-Symposium: "Der schrumpfende Freiraum der Forschung" (Limitations by Law: The Increasing of Legal Restrictions for Research,

presentation given at the Ringberg-Symposium "The Shrinking Freedom of Research"), in: MPG-Spiegel, issue 4, 1994, 53-62

Die Europäische Gemeinschaft als Partei seerechtlicher Verträge (The European Communities as a Party to Maritime Treaties), in: Archiv des Völkerrechts, vol. 32, issue 3/4, 1994, 317-335

Commenting of the Preamble and of Arts. 1, 18, 55 (a) and (b) as well as 56, in: The Charter of the United Nations: A Commentary (ed. B. Simma, in collaboration with H. Mosler, A. Randelzhofer, C. Tomuschat and R. Wolfrum), Oxford 1994, 45-56, 317-326, 759-795

The Decentralized Prosecution of International Offences through National Courts, in: Israel Yearbook on Human Rights, vol. 24, 1994, 183-199; also published in: War Crimes in International Law (eds. Y. Dinstein/M. Tabori), 1996, 233-249

The Protection of the Marine Environment after the Rio Conference: Progress or Stalemate?, in: Recht zwischen Umbruch und Bewahrung – Festschrift für Rudolf Bernhardt (Law between Change and Preservation – Essays in Honour of Rudolf Bernhardt), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht (ed. U. Beyerlin/M. Bothe/R. Hofmann/E.-U. Petersmann), vol. 120, 1995, 1003-1017

Author of the following keyword texts in "United Nations: Law, Policies and Practice", Dordrecht, 1995 (ed. with C. Philipp): Budget (78-86), Commodity Agreements/Common Fund (138-148), Conflicts, Iraq/Kuwait (261-277), Consensus (350-355), International Sea-Bed Authority (789-796), Law of the Sea (834-847), Peaceful Settlement of Disputes (982-993), Voting and Decision-Making (1400-1407)

Die Schranken des Rechts: Das Wachstum der rechtlichen Bindungen der Forschung (Limitations by Law: The Increasing of Legal Restrictions for Research), in: Max-Planck-Gesellschaft Berichte und Mitteilungen, MPG-Symposium "Der schrumpfende Freiraum der Forschung" ("The Shrinking Freedom of Research"), issue 1, 1995, 43-66

Section Five: The Constituent Power and the Birth of the New Länder, in: Studies in German Constitutionalism, Studien und Materialien zur Verfassungsgerichtsbarkeit, vol. 64 (ed. C. Starck), 1995, 125-139

Deutschlands Mitgliedschaft in NATO, WEU und KSZE (Germany's membership in NATO, WEU and CSCE), in: Handbuch des Staatsrechts, Vol. VIII (Die Einheit Deutschlands – Entwicklung und Grundlagen (The unification of Germany – development and principles)) (eds. J. Isensee and P. Kirchhof), 1995, 282-319

The Decision-Making Process According to Sec. 3 of the Annex to the Implementation Agreement: A Model to be Followed for Other International Economic Organisations?, in: Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV), vol. 55, issue 2 (Symposium "The Entry into Force of the Convention on the Law of the Sea: A Redistribution of Competences Between States and International Organisations in Relation to the Management of the International Commons?"), 1995, 310-328

Law of the Sea: An Example of the Progressive Development of International Law, in: The United Nations at Age Fifty – A Legal Perspective (ed. C. Tomuschat), 1995, 309-327

The Legal Order for the Seas and Oceans, in: 1994 Rhodes Papers – The Entry into Force of the Law of the Sea Convention (eds. M.H. Nordquist and J. Norton Moore), 1995, 161-185

Enforcement of International Humanitarian Law (Chapter 12), in: Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts (ed. D. Fleck), Oxford University Press, Oxford, 1995, 517-550

International Law on Migration Reconsidered Under the Challenge of New Population Movements, in: German Yearbook of International Law (ed. J. Delbrück), vol. 38, 1995, 191-207

Neue völkerrechtliche Entwicklungen im Verhältnis von Bergbau und Umweltschutz beim Tiefseebergbau und in der Antarktis (New Developments in International Law with Regard to the Relation between Mining and Environmental Protection in Deep Seabed Mining and in Antarctica), in: Recht der Energiewirtschaft (RdE), no. 1, 1996, 9-15

Das internationale Recht für den Austausch von Waren und Dienstleistungen (International Law on the Exchange of Goods and Services), in: Enzyklopädie der Rechts- und Staatswissenschaft, Öffentliches Wirtschaftsrecht, Special Part 2 (ed. R. Schmidt), Springer, Berlin, 1996, 535-656

Europäische Regionalorganisationen (European Regional Organizations), in: Neues Europäisches Völkerrecht nach dem Ende des Ost-West-Konfliktes? (eds. H. Neuhold and B. Simma), 1996, 147-168

Possible Challenges and the Future Development of the Antarctic Treaty System, in: Proceedings of the International Symposium on the Future of the Antarctic Treaty System (ed. A. Jackson), 1996, 85-91

The Reporting System and Its Further Development, in: Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence, Proceedings of the Third Joint Conference of the American Society of International Law and the Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht (The Hague, July 13-15, 1995) (ed. W.P. Heere), 1996, 51-57

Obligations Under Public International Law to Implement International Rules: Mechanisms to Monitor Such Implementation, in: Social Protection by Way of International Law (eds. B. Baron von Maydell and A. Nußberger), Schriftenreihe für Internationales und Vergleichendes Sozialrecht, vol. 15, 1996, 87-104

Das Grundverständnis muß sich wandeln – Zur Situation der Forschung in Deutschland (A Change of Perception Is Necessary – The Situation of Research in Germany), in: Forschung und Lehre, issue 8, 1996, 410-413

Plädoyer für bessere Rahmenbedingungen der Forschung in Deutschland (Pleading for Improved Research Conditions in Germany), in: Wissenschaftsmanagement, issue 5, 1996, 236-241

Forschungsfreiheit in der Kritik (Freedom of Research Criticized), in: Forschung – Mitteilungen der DFG, issue 3, 1996, 3, 31-32

The Convention on Biological Diversity: Using State Jurisdiction as a Means of Ensuring Compliance, in: Enforcing Environmental Standards: Economic Mechanisms as Viable Means? (ed. R. Wolfrum), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 125, 1996, 373-393

- Der Internationale Seegerichtshof in Hamburg (The International Tribunal for the Law of the Sea in Hamburg), in: Vereinte Nationen, issue 6, 1996, 205-210
- The Implementation of International Standards on Prevention and Elimination of Racial Discrimination: Achievements and Challenges, in: The Struggle against Discrimination – A Collection of International Instruments Adopted by the United Nations System (ed. J. Symonides), 1996, 45-78
- Germany and the Law of the Sea, in: The Law of the Sea (ed. T. Treves), 1997, 199-224
- Kontrolle der auswärtigen Gewalt (Control of Foreign Power), in: Kontrolle der auswärtigen Gewalt – Verwaltung und Verwaltungsrecht zwischen gesellschaftlicher Selbstregulierung und staatlicher Steuerung (Control of Foreign Power – Administration and Administrative Law Between Self-Regulation by Society and Regulation by State), Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer, vol. 56, 1997, 38-66
- Nachruf: Zum Tode von Karl Josef Partsch (Obituary – In Memorial of Karl Josef Partsch) (with Jürgen Jekewitz), in: Archiv des öffentlichen Rechts, vol. 122, 1997, 292-293
- Umweltschutz im Ewigen Eis (Environmental Protection in Permanent Ice), in: Zeitschrift für Rechtspolitik, vol. 30, issue 8, 1997, 336-339
- Strategies to Enforce Compliance with an International CO2 Treaty (with J. Heister, E. Mohr, F. Stähler and P.-T. Stoll), in: International Environmental Affairs, vol. 9, 1997, 11-53
- Globale Ressourcen gemeinsam verwalten – Neue Entwicklungen im Umweltvölkerrecht (Common Administration of Global Resources – New Developments in International Environmental Law), in: Max-Planck-Gesellschaft Yearbook 1997, Göttingen, 1997, 73-84
- Provisional Measures of the International Tribunal for the Law of the Sea, in: Indian Journal of International Law, vol. 37, 1997, 420-434
- The Protection of Regional and Other Interests as Structural Element of the Decision-Making Process of International Organizations, in: Max Planck Yearbook of United Nations Law (eds. R. Wolfrum and J. A. Frowein), vol. 1, 1997, 259-282
- International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, in: The Monitoring System of Human Rights Treaty Obligations (Proceedings of a Colloquium in Potsdam, 22/23 November 1996) (ed. E. Klein), Menschenrechtszentrum der Universität Potsdam, Vol. 5, 1998, 49-69
- Rede zum Gedenken an Karl Josef Partsch (Speech in Memorial of Karl Josef Partsch), in: In Memoriam Karl Josef Partsch (Speeches held on 21 June 1997 on the occasion of the commemoration by the Law Faculty of Bonn University) (ed. Bonn University), Alma Mater, vol. 86, 1998, 16-29
- Liability for Environmental Damage: A Means to Enforce Environmental Standards?, in: International Law: Theory and Practice (Liber Amicorum in honour of Prof. Eric Suy) (ed. K. Wellens), 1998, 565-578
- Öffentliches Schulwesen im Spannungsfeld von Staat und Kirche – Generalbericht und Länderbericht Deutschland (The System of Public Schools between the

Influence of State and Church), in: Öffentliches Schulwesen im Spannungsfeld von Staat und Kirche (The System of Public Schools between the Influence of State and Church), National Reports and General Report at the 26th Conference of Comparative Law between 24 and 27 September 1997 at the University of Graz (ed. E. Riedel), Beiträge zum ausländischen und vergleichenden öffentlichen Recht, vol. 11, 1998, 17-51

Die Bewertung von internationalen Enteignungsansprüchen unter besonderer Berücksichtigung der Rechtsprechung des Iran/US Claims Tribunals (Assessing International Expropriation Claims with an Emphasis on the Iran/US Claims Tribunal Jurisdiction), in: Liber Amicorum Professor Seidl-Hohenveldern – in honour of his 80th birthday (eds. G. Hafner, G. Loibl, A. Rest, L. Sucharipa-Behrmann and K. Zemanek), Kluwer International Law, The Hague, 1998, 823-842

Silberstreifen am Horizont? Rechtliche Perspektiven für die deutsche Forschung in Europa (A Light at the End of the Tunnel? Legal Perspectives for German Research in Europe) (with Klaus Genius), in: Forschung und Lehre, issue 6, 1998, 288-290

Military Activities on the High Seas: What are the Impacts of the U.N. Convention on the Law of the Sea?, in: The Law of Armed Conflict into the Next Millennium (eds. M. N. Schmitt and L. C. Green), U.S. Naval War College International Studies, vol. 71, 1998, 501-513

Intervention in the Proceedings before the International Court of Justice and the International Tribunal for the Law of the Sea, in: Liber Amicorum Günther Jaenicke (eds. V. Götz, P. Selmer and R. Wolfrum), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 135, 1998, 427-444

The Management of Biodiversity According to International and National Law, in: Theory in Biosciences, vol. 117, 1998, 307-317

Internationales Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung: Inhalt und Verfahren seiner Durchsetzung (International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination: Content and Procedures of Implementation), in: Menschenrechtsschutz in der Praxis der Vereinten Nationen (eds. G. Baum, E. Riedel and M. Schaefer), Nomos Verlagsgesellschaft, 1998, 129-137

Der Internationale Seegerichtshof (The International Tribunal for the Law of the Sea), in: Heidelberger Jahrbücher (ed. Universitäts-Gesellschaft Heidelberg), vol. XLII, Springer, Heidelberg, 1998, 15-25

Umweltschutz und Entwicklungspolitik (Protection of the Environment and Politics for Development), in: Handbuch zum europäischen und deutschen Umweltrecht, vol. II (ed. H.-W. Rengeling), Carl Heymanns Verlag KG, Köln, 1998, 1509-1531

Discrimination, Xenophobia and Racism, in: Human Rights: New Dimensions and Challenges (ed. J. Symonides), Dartmouth Publishing Company Ltd./Ashgate Publishing Ltd., Hants/GB, 1998, 181-197

The Legislative History of Articles 20 and 21 of the Statute of the International Tribunal for the Law of the Sea, in: Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht, vol. 63, 1999, 342-349

Verfahren zur Freigabe von Schiffen vor dem Internationalen Seegerichtshof (Ship Release Procedure before the International Tribunal for the Law of the Sea), in:

- Seehandelsrecht und Seerecht – Festschrift für Rolf Herber zum 70. Geburtstag (eds. R. Lagoni and M. Paschke), LIT-Verlag, Hamburg, 1999, 567-582
- Means of Ensuring Compliance with and Enforcement of International Environmental Law, in: *Recueil des Cours*, vol. 272, 1999, 13-154
- Democracy and Development, in: *European Review*, vol. 7, 1999, 183-189
- Welt-Seerecht (International Law of the Sea), in: *Die Zukunft des Weltmeeres, Meer und Museum* (ed. H. Benke), Deutsches Meeresmuseum, vol. 15, 1999, 37-42
- The Protection of Indigenous Peoples in International Law, in: *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht (ZaöRV)*, vol. 59, 1999, 369-382
- The Committee on the Elimination of Racial Discrimination, in: *Max Planck Yearbook of United Nations Law* (eds. J.A. Frowein and R. Wolfrum), vol. 3, 1999, 489-519
- Der Internationale Seegerichtshof (The International Tribunal for the Law of the Sea), in: *Recht der Internationalen Wirtschaft*, vol. 45, issue 11, 1999, 1
- Internationale Umweltordnung – Juristische Aspekte (International Environmental Principles – Legal Aspects), in: *Handbuch der Wirtschaftsethik* (eds. W. Korff et al. on behalf of the Görres-Gesellschaft), vol. 2: *Ethik wirtschaftlicher Ordnungen*, 1999, 556-564
- IMO Interface with the Law of the Sea Convention, in: *Current Maritime Issues and the International Maritime Organization* (eds. Myron H. Nordquist and John Norton Moore), 1999, 223-236
- Der Internationale Seegerichtshof (The International Tribunal for the Law of the Sea), in: *Persönlichkeiten und Entwicklungen, die Schifffahrt und Marine prägten (Personalities Shaping Maritime and Naval Developments)* (ed. Hartmut Klüver), *Beiträge zur Schifffahrts- und Marinegeschichte*, vol. 1, 1999, 6-14
- Precautionary Principle, in: *New Technologies and Law of the Marine Environment* (eds. J.-P. Beurrier, A. Kiss and S. Mahmoudi), 1999, 203-213
- Billigflaggen – Schadensersatz – Nacheile. Fragen an den Internationalen Seegerichtshof (Flags of Convenience – Compensation – Hot Pursuit. Questions addressed to the International Tribunal for the Law of the Sea), in: *Zeitschrift für Europarechtliche Studien (ZEuS)*, no. 1, 2000, 1-12
- Commentary: Der Internationale Seegerichtshof (The International Tribunal for the Law of the Sea), in: *Wertpapiermitteilungen*, 54th year, issue 16, 2000, 810
- The Impact of the United Nations Convention on the Law of the Sea on the Progressive Development of International Law, in: *The Indian Journal of International Law*, vol. 39, issue 4, 1999, 615-625
- Völkerrechtliche Konsequenzen des Unterschiedes von Land- und Seemachtenden (Different Interests of Land and Maritime Powers: Consequences in International Law), in: *Texte und Dokumente zur Militärwissenschaft und Strategieforschung (Texts and Documents on Military Science and Strategic Research)*, University of the "Bundeswehr", München, *Militärwissenschaftliche Tagung der Clausewitz-Gesellschaft in Rostock 1999 (Military Science Meeting of the Clausewitz Society in Rostock 1999)*, issue 3, 2000, 67-80

Der Internationale Seegerichtshof – eine erste Bilanz (The International Tribunal for the Law of the Sea – Its First Few Years), in: Vereinte Nationen, 48th year, issue 4, 2000, 127-132

The Interplay of the United Nations Convention on the Law of the Sea and the Convention on Biological Diversity (with Nele Matz), in: Max Planck Yearbook of United Nations Law (eds. J.A. Frowein and R. Wolfrum), vol. 4, 2000, 45-480

Verantwortliches Verhalten in der Wissenschaft: Standards des nationalen Rechts, des Europarechts und des Völkerrechts (Responsible Behaviour in Research: Standards Set by National, European and International Law), in: Ethos der Forschung/Ethics of Research (Ringberg-Symposium 1999), Max Planck Forum 2 (ed. by the Max Planck Society), 2000, 183-198

Ethos der Forschung: Neue Ziele – neue Grenzen? Ethische und rechtliche Konflikte angesichts innovativer Forschungsprozesse (Ethics of Research: New Aims – New Limits? Ethical and Legal Conflicts with Regard to Innovative Research Processes), in: Forum TTN (Technik, Technologie, Naturwissenschaften), issue 4, November 2000, 2-15

Die DFG-Studie zur Forschung an humanen embryonalen Stammzellen (The Opinion of the German Research Foundation Concerning Research with Human Embryonic Stem Cells) (with Alissa C. Zeller), in: Nova Acta Leopoldina NF, vol. 83, issue 318, 2000, 171-179

International Environmental Law: Purposes, Principles and Means of Ensuring Compliance, in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 3-70

Preservation of the Marine Environment (with Volker Röben and Fred L. Morrison), in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F.L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 225-283

Environmental Protection of Ice-Covered Regions, in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 329-341

The Protection and Management of Biological Diversity, in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 355-372

National Policies of Environmental Protection (with Daniel A. Farber and Fred L. Morrison), in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 543-563

National Law: Air Pollution (with Bernd Goller and Daniel A. Farber), in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 565-601

National Law: Water Law (with Bernd Goller and Daniel A. Farber), in: International, Regional and National Environmental Law (eds. F. L. Morrison and R. Wolfrum), Kluwer Law International, Den Haag, 2000, 663-693

Die Entwicklung des Seerechts zum Recht der marinen Umwelt (Law of the Sea Developing into the Law of the Marine Environment), in: Aktuelle Entwicklungen im Seerecht (Dokumentation der Rostocker Gespräche zum Seerecht 1996-1999)

(Recent Developments concerning the Law of the Sea – Documentation of the Rostock Law of the Sea Talks 1996 – 1999) (eds. P. Ehlers and W. Erbguth), Rostocker Schriften zum Seerecht und Umweltrecht, vol. 13, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 2000, 69-81

The Role of the International Tribunal for the Law of the Sea, in: Current Fisheries Issues and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (eds. M. H. Nordquist and J. Norton Moore), Kluwer Law International, The Hague, 2000, 369-385

Internationale Gerichtsbarkeit (International Jurisdiction), in: Die Praxis des Richterberufs (eds. Peter-Christian Müller-Graff and Herbert Roth), Berliner Wissenschafts-Verlag, 2000, 129-137

Der völkerrechtliche Schutz religiöser Minderheiten und ihrer Mitglieder (The Protection of Religious Minorities and their Members in International Law), in: Religionsfreiheit zwischen individueller Selbstbestimmung, Minderheitenschutz und Staatskirchenrecht – Völker- und verfassungsrechtliche Perspektiven (eds. R. Grote and T. Marauhn), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 146, 2001, 53-71

Vorbereitende Willensbildung und Entscheidungsprozeß beim Abschluß multilateraler völkerrechtlicher Verträge (Preparatory Decision-Finding and Decision-Making Process for the Conclusion of Multilateral International Treaties), in: Recht – Staat – Gemeinwohl. Liber Amicorum für Dietrich Rauschning (eds. J. Ipsen and E. Schmidt-Jortzig), 2001, 407-418

Entwicklung des Völkerrechts von einem Koordinations- zu einem Kooperationsrecht (International Law Developing from Coordination to Cooperation), in: Recht und Staatswissenschaft. Signaturen und Herausforderungen zum Jahrtausendbeginn (eds. P.-Chr. Müller-Graff and H. Roth), 2001, 421-432

Der Zugang zum Meer – eine vernachlässigte oder obsoleete Problematik? (Access to the Sea – a neglected or obsolete problem?), in: Völkerrecht und deutsches Recht, Liber Amicorum für Walter Rudolf (eds. by H.-W. Arndt, F.-L. Knemeyer, D. Kugelmann, W. Meng and M. Schweitzer), 2001, 125-133

Die Individualisierung des internationalen Umweltrechts (The Individualization of International Environmental Law), in: Mensch und Umwelt (Mankind and the Environment). Laudationes und Vorträge gehalten aus Anlaß der Verabschiedung von Frau Ursula Far-Hollender (Laudations and speeches hold on the occasion of Ms. Ursula Far-Hollender's retirement) (ed. E. Ehlers), Colloquium Geographicum, vol. 25, 2001, 26-35

Forschung an humanen Stammzellen: ethische und juristische Grenzen (Research with Human Stem Cells: Ethical and Legal Limitations), in: Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament (Supplement to the weekly "Das Parlament"), issue 27, 2001, 3-6

Juristische Aspekte der Stammzellforschung (Legal Aspects of Stem Cell Research), in: Das Magazin, Wissenschaftszentrum Nordrhein-Westfalen, issue 2, 2001, 17-19

The Elimination of Racial Discrimination: Achievements and Challenges, in: United to Combat Racism, Selected articles and standard-setting instruments, UNESCO, Durban/South Africa, 2001, 23-55

Intervention in the Proceedings before the International Court of Justice and the International for the Law of the Sea, in: *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice* (eds. P. Chandrasekhara Rao and R. Khan), Kluwer Law International, Den Haag, 2001, 161-172

Provisional Measures of the International Tribunal for the Law of the Sea, in: *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice* (eds. P. Chandrasekhara Rao and R. Khan), Kluwer Law International, Den Haag, 2001, 173-186

Juristische Aspekte des Krieges (Legal Aspects of War), in: *Krieg, Studium Generale*, Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg, Universitätsverlag C. Winter, Heidelberg 2001, 31-42

The Convention of Biodiversity: Obligations and Enforcement Mechanisms, in: *Implementing International Environmental Law in Germany and China* (eds. T. Zhenghua and R. Wolfrum), Kluwer Law International, London, 2001, 31-39

International Protection of the Soil, in: *Implementing International Environmental Law in Germany and China* (eds. T. Zhenghua and R. Wolfrum), Kluwer Law International, London, 2001, 107-119

Der Embryo und sein Rechtsstatus (The Legal Status of the Embryo), in: *forschung, Das Magazin der Deutschen Forschungsgemeinschaft*, Issue 2-3, 2001, Wiley-VCH Verlag, Weinheim, 2001, 2-3

Stammzellen als biomedizinische Verheißungen– Zu welchem Preis? (Stem Cells as Promising Elements of Biomedical Research – At What Price?) In: *Jahrbuch 2000/2001*, Wissenschaftszentrum Nordrhein-Westfalen, J.C.C. Bruns Betriebs-GmbH, Minden, 2001, 81-86

Implementation of Decisions of International Courts, in: *Center for Oceans Law and Policy - Current marine environmental issues and the international tribunal for the law of the sea* (eds. M. H. Nordquist and J. Norton Moore), Kluwer Law International, Den Haag, 2001, 103-112

Biodiversität – juristische, insbesondere völkerrechtliche Aspekte ihres Schutzes (Biodiversity – Legal, Especially International Law Aspects of its Protection), in: *Biodiversität – Wissenschaftliche Grundlagen und gesetzliche Relevanz, Wissenschaftsethik und Technikfolgenbeurteilung (Biodiversity – Scientific Principles and Legal Relevance, Ethics of Science and the Assessment of Technological Consequences)* (eds. P. Janich, M. Gutmann and K. Prieß), Publication Series of the „Europäischen Akademie zur Erforschung von Folgen wissenschaftlich-technischer Entwicklung“, vol. 10, Springer Verlag, Berlin/Heidelberg, 2001, 417-443

The Reporting System under International Human Rights Agreements – From the Collection of Information to Compliance Assistance, in: *Towards a better Implementation of International Humanitarian Law* (ed. M. Bothe), *Bochumer Schriften zur Friedenssicherung und zum humanitären Völkerrecht*, vol. 43, Berlin Verlag Arno Spitz GmbH, Berlin, 2001, 19-27

Völkerrechtliche Beurteilung des Handels mit Emissionsrechten (Trade with Emission Rights from the Perspective of International Law), in: *Klimaschutz durch Emissionshandel (Climate Protection by Emission Trade)*, Achte Osnabrücker

Gespräche zum deutschen und europäischen Umweltrecht am 26./27. April 2001 (8th Osnabrück Talks on German and European Environmental Law on 26/27 April 2001) (ed. H.-W. Rengeling), Schriften zum deutschen und europäischen Umweltrecht, vol. 26, Carl-Heymanns Verlag KG, München, 2001, 189-203

Auswärtige Beziehungen und Verteidigungspolitik (Foreign Relations and Defense Policy), in: Festschrift 50 Jahre Bundesverfassungsgericht (eds. Peter Badura and H. Dreier), vol. 2, Klärung und Fortbildung des Verfassungsrechts, Verlag Mohr Siebeck, Tübingen, 2001, 693-718

International Instruments for the Protection of the World Climate and Their National Implementation, in: Global Biogeochemical Cycles in the Climate System, Academic Press, 2001, 295-301

Coordination among Multilateral Agreements through Treaty Provisions, in: Goettingen Workshop 10 – 11 December 2001, Germany, 19-30

The UN Experience in Modern Intervention, in: International Intervention – Sovereignty versus Responsibility (ed. M. Keren and D. A. Sylvan), Frank Cass & Co. Ltd., London, 2002, 95-113

Die Taliban – ein Subjekt des Völkerrechts? (The Taliban – a Subject of International Law?) (with C. Philipp), in: Praxis-Handbuch UNO, Die Vereinten Nationen im Lichte globaler Herausforderung (ed. S. v. Schorlemer), Springer Verlag, Berlin, 2003, 145-156

Die Reform der Friedensmissionen der Vereinten Nationen und ihre Umsetzung nach deutschem Verfassungsrecht (Reforming the United Nations Peace Missions and Realizing them under German Constitutional Law) (with S. Vöneky), in: ZaöRV, vol. 62, issue 3, 2002, 570-640

Terrorismus-Bekämpfung auf See (Fighting Terrorism at Sea), in: Hansa – International Maritime Journal, vol. 140, April 2003, 12-16

Internationales Umwelthaftungsrecht: Schaffung einer konsistenten Gesamtkonzeption, in: Texte-Veröffentlichung – Haftung als Instrument des Umweltschutzes (Liability as an instrument of environmentalism), Bd. 44, Umweltbundesamt, Berlin, 2003, 25-30

Protection of Cultural Property in Armed Conflict, in: Israel Yearbook on Human Rights (ed. Y. Dinstein), vol. 32, 2003, 305-338

Le régime de l'Antarctique et les États tiers (The Antarctic regime and third States), in: Mélanges offerts à I. Lucchini et J.-P. Quéneudec (Liber Amicorum in honour of I. Lucchini and J.-P. Quéneudec) (La mer et son droit), Pédone, Paris, 2003, 695-704

Fighting Terrorism at Sea: Options and Limitations under International Law, in: Verhandeln für den Frieden. Negotiating for Peace. Liber Amicorum Festschrift zu Ehren von Prof. Tono Eitel (eds. J.A. Frowein, K. Scharioth, I. Winkelmann and R. Wolfrum), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 162, Springer, Heidelberg, 2003, 649-668

Das Verbot der Diskriminierung aufgrund von Rasse, Herkunft, Sprache oder Hautfarbe im Völkerrecht (Prohibition of the Discrimination Because of Race, Origin, Language or Colour of the Skin in Public International Law), in: Gleichheit

und Nichtdiskriminierung im nationalen und internationalen Menschenrechtsschutz (Equality and Non-discrimination in National and International Human Right Protection) (ed. R. Wolfrum), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 165, Springer, Heidelberg, 2003, 215-231

Umweltschutz und Entwicklungspolitik (Environmental Protection and Development Policy) (with Nicola Vennemann), in: Handbuch zum europäischen und deutschen Umweltrecht (Handbook of the European and German Environmental Law) (EUDUR) (ed. Hans-Werner Rengeling), 2. edition, vol. 1, Carl Heymanns Verlag KG, München, 2003, 1791-1821

Customary international law – Comments on chapter 10 and 11, in: United States Hegemony and the Foundation of International Law (eds. Michael Byers and Georg Nolte), Cambridge University Press, Cambridge, 2003, 348

The Attack of September 11, 2001, the Wars Against the Taliban and Iraq: Is There a Need to Reconsider International Law on the Recourse to Force and the Rules in Armed Conflict? in: Max Planck Yearbook of United Nations Law (eds A. von Bogdandy and R. Wolfrum), vol. 7, 2003, 1-78

Föderalismus als Beitrag zur Friedenssicherung: Überlegungen zu einer Verfassung für Zypern und den Sudan (Federalism as a Contribution to Securing Peace: Reflections on constitutions for Cyprus and Sudan), in: Der Staat des Grundgesetzes – Kontinuität und Wandel. Festschrift für Peter Badura zum siebzigsten Geburtstag (eds. M. Brenner, P. M. Huber and M. Möstl), Mohr Siebeck, Tübingen, 2003, 1245-1263

Jochen Abr. Frowein zum 70. Geburtstag (Jochen Abr. Frowein on his 70 Birthday), in: Archiv des öffentlichen Rechts, vol. 129, issue 3, 2004, 330-332

Who is Protected by Human Rights Conventions? Protection of the Embryo vs. Scientific Freedom and Public Health (with Silja Vöneky) in: Human Dignity and Human Cloning (eds. S. Vöneky and R. Wolfrum), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2004, 133-144

Die EG und das Meer: Versuch einer Neubewertung (The EC and the Sea: An attempt at re-evaluation), in: Archiv des Völkerrechts, vol. 42, Mohr Siebeck, Tübingen, 2004, 67-79

Genfer Recht und Bagdader Realität (Geneva Law and Baghdad Reality), Frankfurter Allgemeine Zeitung, 28. Mai 2004, 8

Völkerrechtlicher Rahmen für die Erhaltung der Biodiversität (Public International Law Framework for the Maintenance of Biodiversity), in: 10 Jahre Übereinkommen über die biologische Vielfalt (eds. N. Wolff and W. Köck), Umweltrechtliche Studien, vol. 33, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 2004, 18-35

Reflections on the Protection of Cultural Property in Armed Conflict, in: Festschrift für Erik Jayme, (ed. H.-P. Mansel), Sellier European Law Publishers, München, 2004, 1789-1800

Presentation to His Excellency Shigeru Oda – Judge at the International Court of Justice – of the Liber Amicorum in His Honor (with Nisuke Ando, Edward McWhinney, Michael Reisman), in: Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, vol. 64, 2004, 145-162

American-European Dialogue: Different Perceptions of International Law – Introduction, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 64, 2004, 255-262

O Princípio da Precaução (The Precautionary Principle), in: *Princípio da Precaução* (eds. M. Dias Varella and A. Flávia Barros Platiau), Belo Horizonte, Del Rey, 2004, 13-28

Schutzklausel bei Elektrizitäts- und Gasimporten (Safeguard Clause for Import of Electricity and Gas) (with V. Röben), in: *Berliner Kommentar zum Energierecht*, Verlag Franz Vahlen, München, 2004, 1111-1119

Prosecution of International Crimes by International and National Criminal Courts: Concurring Jurisdiction, in: *Studi di Diritto Internazionale in Onore di Gaetano Arangio-Ruiz*, vol. 3, Editoriale scientifica, Napoli, 2004, 2199-2209

Das Streitbeilegungssystem des Seerechtsübereinkommens (The Dispute Settlement System of the Convention on the Law of the Sea), in: *Veröffentlichungen des Walther-Schücking-Instituts für Internationales Recht an der Universität Kiel* (ed. A. Zimmermann), vol. 149, Berlin, 2004, 87-105

Internationale Verbrechen vor internationalen und nationalen Gerichten: Die Verfolgungskompetenzen des Internationalen Strafgerichtshofs – ein Fortschritt oder ein Rückschritt in der Entwicklung? (International Crimes Tried by International and National Courts: The International Criminal Court's Competences to Pursue – Progress or Regress?), in: *Menschengerechtes Strafrecht – Festschrift für Albin Eser zum 70. Geburtstag*, Verlag C.H. Beck, München, 2005, 977-987

Aspekte des Schutzes von Minderheiten unter dem Europäischen Menschenrechtsschutzsystem (Aspects of the Protection of Minorities in the European System for the Protection of Human Rights), in: *Internationale Gemeinschaft und Menschenrechte – Festschrift für Georg Ress zum 70. Geburtstag am 21. Januar 2005*, Carl Heymanns Verlag, 2005, 1109-1119

Introduction, in: *Developments of International Law in Treaty Making* (eds. R. Wolfrum and V. Röben), *Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, Springer Verlag, vol. 177, 2005, 1-13

State responsibility for private actors: An old problem of renewed relevance, in: *International Responsibility Today* (ed. M. Ragazzi), Brill NV, 2005, 423-434

Presentation on the Subject of the Whole Workshop, in: *Maritime Safety – Current Problems of Use of the Baltic Sea. Conference in Cooperation with the International Tribunal for the Law of the Sea*, April 21st-23rd, 2004 (ed. U. Karpen), *Nomos*, 2005, 133-137

Reflections on the Development of International Treaty Law under the Auspices of the United States Hegemony and Globalization, *Austrian Review of International and European Law*, vol. 8, 2003, Brill NV, 2005, 229-234

Iraq – from Belligerent Occupation to Iraqi Exercise of Sovereignty: Foreign Power versus International Community Interference, in: *Max Planck UN Yearbook*, vol. 9, 2005, 1-45

International Administration in Post-Conflict Situations by the United Nations and Other International Actors, in *Max Planck UN Yearbook*, vol. 9, 2005, 649-696

Elements of Coherency in the Conception of International Environmental Liability Law (with P. Minnerop), in: *Environmental Liability in International Law: Towards a Coherent Conception* (eds. R. Wolfrum, C. Langenfeld and P. Minnerop), Erich Schmidt Verlag, Berlin, 2005, 495-512.

Reflections on the Development of International Treaty Law under the Auspices of the United States Hegemony and Globalization, in: *Austrian Review of International and European Law*, vol. 8, Martinus Nijhoff Publishers Leiden/Boston, 2005, 229-234

Der Kampf gegen eine Verbreitung von Massenvernichtungswaffen: Eine neue Rolle für den Sicherheitsrat (The fight against a spread of weapons of mass destruction: A new role for the Security Council), in: *Weltinnenrecht – Liber amicorum Jost Delbrück* (eds. K. Dicke et al.), Veröffentlichungen des Walther-Schücking-Instituts für Internationales Recht an der Universität Kiel, vol. 155, Verlag Duncker & Humblot, Berlin, 2005, 865-876

Der Schutz der Umwelt im bewaffneten Konflikt (The protection of the environment in the armed conflict), in: *Recht – Kultur – Finanzen*, Festschrift für Reinhard Mußnug zum 70. Geburtstag (eds. Klaus Grupp and Ulrich Hufeld), C.F. Müller Verlag, Heidelberg, 2005, 295-304

The Admissibility of Land-Based Tourism in Antarctica under International Law (with Silja Vöneky und Jürgen Friedrich), in: *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 65, 2005, 735-740

The Framework Convention on Climate Change and the Kyoto Protocol (with Jürgen Friedrich), in: *Ensuring Compliance with Multilateral Environmental Agreements – A Dialogue between Practitioners and Academia*, vol. 2, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006, 53-68

The right of Mongolia under Dschingis Khan and his successors: The meaning of law in non-national societies, in: *Verfassung und Recht in Übersee: Law and Politics in Africa Asia and Latin America*, vol. 39, Nomos, 2006, 5-17

The Role of International Dispute Settlement Institutions in the Delimitation of the Outer Continental Shelf, in: *Maritime Delimitation* (eds. Rainer Lagoni and Daniel Vignes), Koninklijke Brill, 2006, 19-31

Agreement Establishing the World Trade Organization – Article IX WTO Agreement, in: *WTO – Institutions and Dispute Settlement* (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and K. Kaiser), Martin Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006, 106-122

Understanding on Rules and Procedures – Article 25 DSU, in: *WTO – Institutions and Dispute Settlement* (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and K. Kaiser), Martin Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006, 566-571

Solidarity amongst States: An Emerging Structural Principle of International Law, in: *Common Values in International Law* (eds. P.-M. Dupuy, B. Fassbender, M. N. Shaw, K.-P. Sommermann), N. P. Engel Verlag, Kehl, 2006, 1087-1101

International Tribunal for the Law of the Sea, in: *Deutsche Richterzeitung*, vol. 84 issue 6, Carl Heymanns Verlag, 2006, 188-189

Grundgesetz und Außenpolitik (Constitutional Law and Foreign Policy), in: *Handbuch zur deutschen Außenpolitik* (eds. S. Schmidt, G. Hellmann, R. Wolf), VS

Verlag für Sozialwissenschaften / GWV Fachverlage GmbH, Wiesbaden, 2006, 157-168

Legitimacy in International Law, in: *The Law of International Relations – Liber Amicorum Hanspeter Neuhold* (eds. A. Reinisch and U. Kriebaum), Eleven International Publishing, Utrecht, 2007, 471-482

Antarctica: A Case for Common Implementation Of Environmental Standards, in: *Promoting Justice, Human Rights and Conflict Resolution through International Law, Liber Amicorum Lucius Caflisch* (ed. M. G. Kohen), Koninklijke Brill NV, Leiden, 2007, 809-819

The Taking and Assessment of Evidence by the European Court of Human Rights, in: *Human Rights, Democracy and the Rule of Law (Liber amicorum Luzius Wildhaber)* (eds. S. Breitenmoser, B. Ehrenzeller, M. Sassöli; W. Stoffel and B. Wagner Pfeifer), Dike/Nomos, Zürich/Baden-Baden, 2007, 915-924

Völkerrecht (International Law), in: *Rechtswissenschaft und Rechtsliteratur im 20. Jahrhundert (Mit Beiträgen zur Entwicklung des Verlages C.H. Beck)* (ed. D. Willoweit), Verlag C.H. Beck, München, 2007, 1053-1059

The Tenth Anniversary of the International Tribunal for the Law of the Sea, in: *Revista Română de Drept Internațional/Romanian Journal of International Law*, issue 3, 2006, C.H. Beck Publishing House, Bucharest, 2006, 66-78

Law of Nomadic Peopole, in: *Das Weltreich der Mongolen*, (ed. U. B. Barkmann), Centre for Mongol Studies, National University of Mongolia, 2007, 266-276

Article XI GATT 1994 General Elimination of Quantitative Restrictions, in: *WTO-Technical Barriers and SPS Measures* (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and A. Seibert-Fohr), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2007, 46-60

Article XX GATT 1994 General Exceptions (Introduction), in: *WTO-Technical Barriers and SPS Measures* (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and A. Seibert-Fohr), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2007, 61-65

Article XX GATT 1994 General Exceptions (Chapeau), in: *WTO-Technical Barriers and SPS Measures* (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and A. Seibert-Fohr), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2007, 66-79

The Adequacy of International Humanitarian Law Rules on Belligerent Occupation: To what extent may Security Council Resolution 1483 be considered a model for adjustment?, in: *International Law and Armed Conflict: Exploring the Faultlines (Essays in Honour of Yoram Dinstein)* (eds. M. Schmitt, J. Pejic), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2007, 497-508

Taking and Assessing Evidence in International Adjudication, in: *Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes* (eds. R. Wolfrum und T. M. Ndiaye), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2007, 341-356

Enforcement of International Humanitarian Law, in: *The Handbook of International Humanitarian Law (Second Edition)* (ed. D. Fleck), Oxford University Press, Oxford, 2008, 675-722

Legitimacy of International Law from a Legal Perspective: Some Introductory Considerations, in: *Legitimacy in International Law* (eds. R. Wolfrum and V.

Röben), Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, vol. 194, Springer Verlag, Heidelberg, 2008, 1-24

A Tribute to Louis Sohn, in: The George Washington International Law Review, Vol. 39, Number 3, 2007, The George Washington University, 675-684

Part II General Obligations and Disciplines, in: WTO – Trade in Services (eds. R. Wolfrum, P.-T. Stoll and C. Feinäugle), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2008, 71-91

Ansätze eines allgemeinen Verwaltungsrechts im internationalen Umweltrecht, in: Allgemeines Verwaltungsrecht – zur Tragfähigkeit eines Konzepts (eds. H.-H. Trute, T. Groß, H. C. Röhl and C. Möllers), Mohr Siebeck, Tübingen, 2008, 665-679

Foreign Relations – Is There Room for International Law?, in: DAJV Newsletter, vol. 33, issue 4, 2008, 159-161

The Settlement of Disputes Before the International Tribunal for the Law of the Sea – A Progressive Development of International Law or Relying on Traditional Mechanisms, in: Japanese Yearbook of International Law, vol. 51, International Law Association of Japan, Tokyo, 2008, 140-163

Liability for Environmental Damage in Antarctica: Supplement to the Rules on State Responsibility or a Lost Opportunity?, in: International Law between Universalism and Fragmentation (Festschrift in Honour of Gerhard Hafner) (eds. I. Buffard, J. Crawford, A. Pellet, S. Wittich), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2008, 817-828

Legitimacy of International Law and the Exercise of the International Seabed Authority, the International Maritime Organization (IMO) and International Fisheries Organizations, in: The Exercise of Public Authority by International Institutions Advancing International Institutional Law (eds. Armin von Bogdandy, Rüdiger Wolfrum, Jochen von Bernstorff, Philipp Dann, Matthias Goldmann), Springer Verlag, Heidelberg, 2008, 917-940

The Antarctic Liability Regime (together with Sarah Wolf), in: The Antarctic legal system (eds. Gianfranco Tamburelli), Giuffrè, Milano, 2008, 161-183

Die Bedeutung des Diskriminierungsverbots für wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, in: Praxis des internationalen Menschenrechtsschutzes – Entwicklung und Perspektiven (liber amicorum Eibe Riedel) (eds. Dirk Hanschel), Boorberg, 2008, 43-53

Kosovo: Some Thoughts on its Future Status, in: Multiculturalism and International Law (eds. Sienho Yee and Jacques-Yvan Morin), Koninklijke Brill NV, Leiden/Boston, 2009, 561-574

Freedom of Navigation: New Challenges, in: Freedom of Seas, Passage Rights and the 1982 Law of the Sea Convention (eds. M. H. Nordquist, T. T. B. Koh and J. Norton Moore), Martinus Nijhoff Publishers, 2009, 79-101

Enforcement of International Humanitarian Law (with Dieter Fleck), in: The Handbook of International Humanitarian Law (ed. D. Fleck), 2. edition, Oxford University Press, 2008, 675-722

Solidarity amongst States: An Emerging Structural Principle of International Law, in: Indian Journal of International Law, vol. 49, issue 1, 2009, 8-20

- The Arctic in the Context of International Law, in: *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 69, issue 3, 2009, 533-543
- The Delimitation of the Outer Continental Shelf: Procedural Considerations, in: *Liber amicorum Jean-Pierre Cot, Bruylant Bruxelles*, 2009, 349-366
- Legitimacy of International Law and the Exercise of Administrative Functions: The Example of the International Seabed Authority, the International Maritime Organization (IMO) and International Fisheries Organizations, in: *The Exercise of Public Authority by International Institutions* (eds. A. von Bogdandy, R. Wolfrum, J. von Bernstorff, P. Dann and M. Goldmann), Springer, Heidelberg, 2010, 917-940
- Energie aus dem Meer: in: *Vielfalt des Energierechts* (eds. Wolfgang Löwer), Bonn University Press, 2009, 9-25
- The Arctic in the Context of International Law in: *New Chances and New Responsibilities in the Arctic Region*, (eds. G. Witschel, I. Winkelmann, K. Tiroch and R. Wolfrum) Berliner Wissenschafts-Verlag GmbH, 2010, 37-47
- Klimaschutz im Völkerrecht, in: *Blickpunkt Klimawandel – Gefahren und Chancen* (ed. A. Fuchs), Delius Klasing Verlag, 2010, 195-211
- Cultural Rights und Protection of Minorities, in: *Handbuch der Grundrechte in Deutschland und Europa*, (eds. Detlef Mertens and Hans-Jürgen Papier), 2010, 255-277
- Piraterie: Effizienter Einsatz des Weltrechtsprinzips oder internationaler Gerichtsbarkeit, in: *Recht – Wirtschaft – Strafe, Festschrift für Erich Samson zum 70. Geburtstag* (eds. Wolfgang Joecks, Heribert Ostendorf, Thomas Rönnau, Thomas Rotsch, Roland Schmitz), 2010, 219-229
- Article XX: General Exceptions, in: *WTO – Trade in Goods* (eds. Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll, Holger P. Hestermeyer) Koninklijke Brill NV, 2010, 544-559
- Article XI: General Elimination of Quantitative Restrictions, in: *WTO – Trade in Goods* (eds. Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll, Holger P. Hestermeyer) Koninklijke Brill NV, 2010, 282-295
- Hydrographische Dienste als Akteure des Internationalen Rechts, in: *Nutzung und Ordnung der Meere, Festgabe für Peter Ehlers zum 65. Geburtstag* (eds. Ingelore Hering, Rainer Lagoni, Marian Paschke), Lit Verlag, Hamburg/Münster, 2010, 39-44
- Obligation of Result Versus Obligation of Conduct: Some Thoughts About the Implementation of International Obligations, in: *Looking to the Future, Essays on International Law in Honor of W. Michael Reisman* (eds. Mahnoush H. Arsanjani, Jacob Katz Cogan, Robert D. Sloane, Siegfried Wiessner), Nijhoff, Leiden, 2011, 363-382
- Enforcing Community Interests Through International Dispute Settlement: Reality or Utopia? In: *From Bilateralism to Community Interest, Essays in Honour of Judge Bruno Simma* (eds. Ulrich Fastenrath, Rudolf Geiger, Daniel-Erasmus Khan, Andreas Paulus, Sabine von Schorlemer, Christoph Vedder), Oxford University Press, 2011, 1132-1145
- Freedom of Scientific Research and Human Rights, in: *Nova Acta Leopoldina* 113, issue 387, 2011, 35-38

Common Interests in the Ocean, in: *Science Diplomacy: Antarctica, Science, and the Governance of International Spaces* (eds. Paul McArthur Berkman, Michael A. Lang, David W. H. Walton, Oran R. Young), Washington D. C., 2011, 281-285

Das deutsche öffentliche Recht als notwendiger Wirkmechanismus des Völkerrechts: Das Beispiel des Meeresbodenbergbaugesetzes in: *Die Freiheit des Menschen* Festschrift für Edzard Schmidt-Jortzig (eds. Utz Schliesky, Christian Ernst and Sölke Schultz), C. F. Müller, Heidelberg, 2011, 679-691

Common Heritage of Mankind, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. II, Oxford University Press, Oxford, 2012, 452-458

Consensus (with J. Pichon), in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. II, Oxford University Press, Oxford, 2012, 673-678

Co-operation, International Law of, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. II, Oxford University Press, Oxford, 2012, 783-792

Cultural Property, Protection in Armed Conflict, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. II, Oxford University Press, Oxford, 2012, 924-930

Ems-Dollard (with J.-C. Woltag), in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. III, Oxford University Press, Oxford, 2012, 407-411

Environment, Protection in Armed Conflict (with S. Vöneky), in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. III, Oxford University Press, Oxford, 2012, 509-519

General International Law (Principles, Rules and Standards), in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. IV, Oxford University Press, Oxford 2012, 344-368

Interim (Provisional) Measures of Protection, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. V, Oxford University Press, Oxford 2012, 298-310

International Administrative Unions, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. V, Oxford University Press, Oxford 2012, 335-344

International Courts and Tribunals, Evidence, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. V, Oxford University Press, Oxford 2012, 552-570

International Law, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. V, Oxford University Press, Oxford 2012, 820-836

Internationalization, in: *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (ed. R. Wolfrum), vol. VI, Oxford University Press, Oxford 2012, 221-227

Legitimacy in International Law, in: The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Wolfrum), vol. VI, Oxford University Press, Oxford 2012, 808-814

Sources of International Law, in: The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (ed. R. Wolfrum), vol. IX, Oxford University Press, Oxford 2012, 299-313

§ 219 Deutschland in den Vereinten Nationen, in: Handbuch des Staatsrechts (eds. J. Isensee and P. Kirchhof), vol. X, C. F. Müller, Heidelberg 2012, 555-582

§ 221 Deutschland in Verteidigungsbündnissen, in: Handbuch des Staatsrechts (eds. J. Isensee and P. Kirchhof), vol. X, C. F. Müller, Heidelberg 2012, 619-638

Advisory Opinions: Are they a Suitable Alternative for the Settlement of International Disputes? in: International Dispute Settlement: Room for Innovations? (eds. R. Wolfrum and I. Gätzschmann), Springer Verlag, Heidelberg 2012, 35-67

United Nations Budget (with F. Lachenmann) (status as of January 2013) in: Rüdiger Wolfrum (ed.) Max Planck Encyclopedia of Public International Law, Oxford University Press, Oxford, 2008-, www.mpepil.com (last access: 13. March 2013)

Friedenssysteme, in: Leitgedanken, Festschrift Paul Kirchhof zum 70. Geburtstag (eds. H. Kube et al.), C. F. Müller, Heidelberg, 2013, 447-455

Interventions in Proceedings Before International Courts and Tribunals: To What Extent May Interventions Serve the Pursuance of the Community Interests?, in: International Courts and the Development of International Law – Essays in Honour of Tullio Treves (eds. N. Boschiero, T. Scovazzi, C. Pitea and C. Ragni), TMC Asser Press and Springer-Verlag, Berlin Heidelberg, 2013, 219-230

Samuel Pufendorfs Blick auf die EU. Eine Hypothese, in: Heidelberger Thesen zu Recht und Gerechtigkeit (eds. C. Baldus, H. Kronke and U. Mager), Mohr Siebeck, Tübingen, 2013, 27-38

The Prohibition of Discrimination in International Human Rights Treaties. The Development from an Accessory Norm to an Independent One?, in: Mensch und Recht, Festschrift für Eibe Riedel zum 70. Geburtstag, (eds. D. Hanschel, S. Graf Kielmansegg, U. Kischel, C. Koenig and R. A. Lorz) Veröffentlichungen des Walther-Schücking-Instituts für Internationales Recht an der Universität Kiel, vol. 183, Duncker & Humblot, Berlin, 2013, 209-219

The Freedom of Religion: New, or Not so New, Challenges, in: Der Staat im Recht, Festschrift für Eckart Klein zum 70. Geburtstag (eds. M. Breuer, A. Epiney, A. Haratsch, S. Schmahl and N. Weiß), Schriften zum Öffentlichen Recht, vol. 1232, Duncker & Humblot, Berlin, 2013, 1369-1378

Ad Hoc Chambers, in: Governing Ocean Resources. New Challenges and Emerging Regimes. A Tribute to Judge Choon-Ho Park (eds. J. M. Van Dyke, S. P. Broder, S. Lee and J.-H. Paik), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston 2013, 275-283

The Use of Foreign Law in the Jurisprudence of the Constitutional Court of South Africa: Merits and Problems of a Comparative Law Approach, in: L’Afrique et le droit international: Variations sur l’organisation international/Africa and

International Law: Reflections on the International Organization, *Liber Amicorum* Raymond Ranjeva, Editions Pedone, Paris, 2013, 381-391

Internationale Streitbeilegung als ein Element der Friedenssicherung, in: *Juristische Studiengesellschaft Karlsruhe, Jahresband 2012*, C.F. Müller, 2013, 103-121

Solidarity, in: *The Oxford Handbook of International Human Rights Law* (ed. Dinah Shelton), Oxford University Press, 2013, 401-419

A Survey of Challenges and Trends in the Context of International Water Law, in: *Water Law and Cooperation in the Euphrates-Tigris Region* (eds. Ayşegül Kibaroğlu, Adele J. Kirschner, Sigrid Mehring and Rüdiger Wolfrum), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden 2013, 3-19.

Solidarity from a Structural Principle to an International Agreement: Progress or Rather Regression? in: *Aus Kiel in die Welt: Kiel's Contribution to International Law* (eds. Jost Delbrück, Ursula Heinz, Kerstin Odendahl, Nele Matz-Lück und Andreas von Arnould), Duncker & Humblot, Berlin 2014, 201-213.

The contribution of the regulations of the International Seabed Authority to the progressive development of international environmental law, in: *Peaceful Order in the World's Oceans*, Brill Nijhoff, Leiden/Boston, 2014, 241-248.

The Impact of Article 300 of the UN Convention on the Law of the Sea on the Jurisdiction of International Courts and Tribunals, in: *Herausforderungen an Staat und Verfassung – Völkerrecht – Europarecht – Menschenrechte (Liber Amicorum für Torsten Stein zum 70. Geburtstag* (ed Christian Calliess), Nomos, Baden-Baden 2015, 383-392.

The Freedom of Navigation: Modern Challenges Seen from a Historical Perspective, in: *Law of the Sea, From Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea – Liber Amicorum Judge Hugo Caminos*, Brill Nijhoff, Leiden/Boston, 2015, 89-103.

The reception of international law in the German legal order: An introduction (with Holger Hestermeyer and Silja Vöneky), in: *The implementation of international law in Germany and South Africa*, Pretoria University Law Press, 2015, 2-22.